



OBSERVATOIRE ECONOMIQUE

**CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE, DES MINES
ET DE L'ARTISANAT DU CAMEROUN**

NOTE DE CONJONCTURE

PREMIER SEMESTRE 2019



NOTE DE CONJONCTURE





NOTE DE CONJONCTURE

Une publication semestrielle de
l'Observatoire économique de la Chambre
de Commerce, d'Industrie, des Mines et
de l'Artisanat du Cameroun

B.P. 4011 Douala
Tél : (237) 233 42 67 87/
(237) 233 42 98 81
Fax : (237) 233 42 55 96
Web : www.ccima.cm

Directeur de Publication

EKEN Christophe

Superviseur

Halidou BELLO

Coordonnateur de la rédaction

YEMENE Samuel

Comité scientifique

Dr ETOUNGA MANGUELE Daniel
Pr BAYE MENJO Francis
Pr ATANGANA ONDOA Henri
Pr FOMBA KAMGA Benjamin
Dr MBANGA KASSI HEMO J.P. Olivier
Dr. EMINI Arnault Christian
M. NKOUE Jean Pascal
M. YANGAM Emmanuel
M. OUSMANOU NGAM
M. YEMENE Samuel

Secrétariat Technique

Chef de Secrétariat
KOFFO Pierre

Membres du Secrétariat
ARETOUYAP NCHANKOU
EKODO EMOLO Jules

SOMMAIRE

LISTE DES ILLUSTRATIONS.....	2
RESUME EXECUTIF	3
I-METHODOLOGIE	5
II-CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE ET REGIONALE.....	7
II.1. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE.....	8
II.2. CONJONCTURE ECONOMIQUE REGIONALE.....	12
III-CONJONCTURE NATIONALE	15
III.1. ACTIVITE.....	16
III.2. FINANCES PUBLIQUES	20
III.3. CONJONCTURE MONETAIRE ET FINANCIERE	24
III.4. COMMERCE EXTERIEUR.....	30
IV-OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR LES EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES SECTORIELLES..	40
IV.1. SITUATION D'ENSEMBLE	41
IV.2. ACTIVITES COMMERCIALES.....	43
IV.3. ACTIVITES INDUSTRIELLES	45
IV.4. ACTIVITES DES SERVICES	47
IV.5. ACTIVITE DANS L'ARTISANAT	49

SIGLES, ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AEN	: Avoirs extérieurs nets
BAD	: Banque Africaine de développement
BC-PME	: Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises
BEAC	: Banque Etats de l'Afrique Centrale
BGFI	: Banque Gabonaise et Française Internationale
BICEC	: Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
BVMAC	: Bourse unifiée d'Afrique Centrale
C2D	: Contrat de Désendettement et de Développement
CCA	: Crédit Communautaire d'Afrique
CCIMA	: Chambre de Commerce d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat
CEI	: Communauté d'États indépendants
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CMF	: Commission des Marchés Financiers
CNUCED	: Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
COBAC	: Commission Bancaire de l'Afrique Centrale
DP	: Division de la Prévision
DSX	: Douala Stock Exchange
ECMR	: Emprunt obligataire du Cameroun
EMF	: Etablissement de Microfinance
F CFA	: Francs de la Coopération Financière en Afrique Centrale
Fintech	: Finance technologique
FMI	: Fonds Monétaire International
HT	: Hors Taxes
INS	: Institut National de la Statistique
INSEE	: Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
MINFI	: Ministère des Finances
NBS	: National Bureau of Statistics
NFC-Bank	: National Financial Credit Bank
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
PIB	: Produit Intérieur Brute
PME	: Petite et Moyenne Entreprise
PNG	: Position Nette du Gouvernement
SCE	: Société Camerounaise d'Équipement
SGC	: Société Générale du Cameroun
Si	: Semestre i
SODECOTON	: Société de Développement du Coton du Cameroun
SONORA	: Société Nationale de Raffinage
Ti	: Trimestre i
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
UBA	: United Bank of Africa
UEMOA	: Union économique et monétaire Ouest-africaine
UMAC	: Union Monétaire d'Afrique Centrale
USA	: United States of America

LISTE DES ILLUSTRATIONS

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartition de l'échantillon par région	6
Graphique 2 : Répartition de l'échantillon par secteur d'activité	6
Graphique 3 : Evolution semestrielle des soldes budgétaires	21
Graphique 4 : Evolution semestrielle de quelques indicateurs de finances publiques (en % du PIB)	21
Graphique 5 : Structure des ressources budgétaires au 1 ^{er} semestre 2019	23
Graphique 6 : Composantes de la masse monétaire (en %)	24
Graphique 7 : Evolution des exportations camerounaises au 1 ^{er} semestre 2019 par rapport au 1 ^{er} semestre 2018.....	32
Graphique 8 : Part en valeur des principaux produits exportés aux premiers semestres 2018 et 2019.....	32
Graphique 9 : Répartition des exportations camerounaises par zones géographiques	35
Graphique 10 : Répartition des importations camerounaises par zone géographiques	40
Graphique 11 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur Chiffre d'affaires HT au 1 ^{er} semestre de 2019	41
Graphique 12 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur production au premier semestre de 2019.....	41
Graphique 13 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des employés et de la masse salariale au premier semestre 2019 (en %).....	42
Graphique 14 : Charges ayant affecté la trésorerie au premier semestre de 2019	Erreur ! Signet non défini.
Graphique 15 : Perception du climat des affaires par les chefs d'entreprises au premier semestre de 2019 et deuxième semestre de 2019 (perspectives)	43

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution des prix de quelques produits de base.....	10
Tableau 2 : Tableau récapitulatif des principaux indicateurs de l'environnement international (2018-2020)	12
Tableau 3 : Taux de croissance du PIB en termes réels dans la CEMAC	14
Tableau 4 : Evolution trimestrielle de la production par secteurs et principales branches d'activité.....	16
Tableau 5 : Evolution de l'Indice général (base 100, en 2011) des prix	17
Tableau 6 : Evolution de l'Indice des prix par fonctions de consommation (base 100, en 2011)	18
Tableau 7 : Evolution de l'indice des prix des groupes secondaires de produits	19
Tableau 8 : Evolution de l'indice (base 100, année 2011) des prix dans les différentes capitales régionales	19
Tableau 9 : Performance budgétaire (en milliards).....	21
Tableau 10 : Evolution de la structure des recettes internes	22
Tableau 11 : Evolution des dépenses publiques.....	23
Tableau 12 : Situation monétaire consolidée à fin juin 2019 (en milliards de F CFA)	25
Tableau 13 : Répartition des Dépôts par type de clientèle (en milliards F CFA de F CFA)	26
Tableau 14 : Dépôts par maturité (en milliards).....	27
Tableau 15 : Répartition des crédits par type de clientèle (en milliards F CFA de F CFA)	27
Tableau 16 : Balance commerciale du Cameroun au premier semestre 2019.....	30
Tableau 17 : Balance commerciale du Cameroun au premier semestre 2019, par zone géo graphique, Valeurs en milliards de F CFA.....	31
Tableau 18 : Evolution globale des exportations camerounaises : globale et hors produits pétroliers	31
Tableau 19 : Evolution globale des importations camerounaises : globale et hors produits pétroliers.....	36
Q (quantités) en milliers de tonnes et V (valeurs) en milliards de F CFA	36
Tableau 20 : Importations camerounaises par noyaux d'utilisation au premier semestre 2019	37
Q (quantités) en milliers de tonnes et V(valeurs) en milliards de F CFA	37
Tableau 21 : Opinion des chefs d'entreprises commerciales sur l'évolution de leurs activités	45
Tableau 22 : Opinion des chefs d'entreprises industrielles sur l'évolution de leurs activités	47
Tableau 23 : Opinion des chefs d'entreprises des services sur l'évolution de leurs activités	49
Tableau 24 : Opinion des chefs d'entreprises artisanales sur l'évolution leurs activités	50

RESUME EXECUTIF

Conjoncture économique internationale et régionale

Au premier semestre de 2019, l'environnement économique mondial se caractérise par un nouveau ralentissement de la croissance économique mondiale, la baisse de l'inflation et la décélération de la croissance commerce mondial (à peine 1% au premier semestre 2019 en glissement annuel) entraîné notamment par la réduction de la demande chinoise et la perte de confiance qu'ont eue les chefs d'entreprise, entre autres, suite à l'escalade des tensions commerciales et technologiques entre les Etats-Unis et la Chine.

Sur la période, l'on a, en effet, assisté à une baisse synchronisée de l'activité économique mondiale où les économies avancées ont davantage décéléré que les pays émergents et en développement.

Dans le premier groupe de pays, les USA, la zone euro et les pays asiatiques comptés parmi les pays avancés ont ralenti la croissance, alors que chez les pays émergents et en développement, les pays majeurs ont provoqué la modeste hausse constatée sur la période.

L'inflation qui a également reculé dans ces deux groupes de pays au premier semestre de 2019 poursuivrait son repli pour s'établir à 1,6% et 4,8% respectivement en 2019, reflétant la tendance baissière des matières premières.

De fait, l'on a constaté, la première moitié de l'année, une baisse des cours des principales matières premières échangées notamment par le Cameroun, à l'exception du cacao.

La croissance du commerce mondial a, elle aussi, ralenti pour se situer 0,56% au premier semestre, traduisant ainsi la perte de confiance qu'ont eue

les directeurs d'achats dans la conjoncture économique mondiale.

Au final, sous l'effet des risques persistants liés à l'escalade des tensions commerciales, les perspectives de croissance du FMI (FMI, 2019) pour 2019 ont été ramenées à 3%, contre 3,3% dans les Perspectives de l'Economie Mondiale du FMI d'avril 2019.

Conjoncture nationale

Au plan national, l'activité se caractérise par un taux de croissance du PIB qui a perdu 0,2 point par rapport au semestre précédent pour se fixer à 3,9%, ainsi que par une évolution semestrielle des prix de 1,2%.

La baisse d'activité est liée à celle constatée dans le secteur primaire qui enregistre un taux de croissance de 3,2% contre 7,6% le semestre précédent, tandis que l'évolution des prix est soutenue par celle des boissons alcoolisées et des tabacs, des services de restauration et d'hôtels.

L'on note, par ailleurs, une détérioration des finances publiques marquée par, outre l'amélioration du solde base caisse, le creusement des autres soldes budgétaires tant en glissement annuel que semestriel (le solde de base non pétrolier par exemple s'est creusé davantage de 94,7 milliards F CFA en glissement annuel).

Les recettes budgétaires internes recouvrées se chiffrent à 1 639,3 milliards F CFA, en hausse de 5,4% par rapport au premier semestre 2018, mais les dépenses publiques, en se situant à 2205,4 milliards F CFA augmentent davantage (de +102 milliards).

La forte augmentation (+25,6%) des recettes pétrolières qui s'élèvent ainsi à 276,5 milliards F CFA explique l'évolution des recettes dans un contexte où les recettes non pétrolières sont restées quasi-stables, passant de 1335,2 milliards

F CFA au premier semestre 2018 à 1333,8 milliards.

L'évolution des dépenses est, quant à elle, imputable essentiellement à la hausse de 119,5 milliards F CFA de dépenses courantes et de 84,1 milliards F CFA du service de la dette publique.

Concernant la situation monétaire, les rapports révèlent qu'elle s'équilibre en ressources et en emplois à 6 120,3 milliards F CFA, en hausse de 2,8% par rapport au 31 décembre 2018, et de 16,9% en glissement annuel.

Les avoirs extérieurs nets qui ont progressé aussi bien en glissement annuel (+19,9%) que par rapport au 31 décembre 2018 (+6,8%), peuvent désormais couvrir 5,8 mois d'importations des biens et services, contre 4,2 mois un an plus tôt.

Notons que les importations camerounaises continuent de croître tandis que les exportations s'amenuisent, entraînant ainsi un creusement du déficit commercial. Au premier semestre de 2019, le déficit commercial se détériore de 97,86 milliards F CFA F CFA en glissement semestriel et de 123,8 milliards F CFA F CFA par rapport au premier semestre 2018

En outre, l'accroissement du nombre des institutions financières, conjugué au progrès de la finance technologique « Fintech », ont contribué à l'amélioration de l'inclusion financière et du secteur bancaire et financier qui compte 15 banques, 8 établissements financiers, environ 500 établissements de microfinance (EMF), 27

compagnies d'assurance et une bourse de valeur mobilière (la DSX).

Sur le marché bancaire, le total du bilan des banques s'équilibre à 6 122,7 milliards F CFA au 30 juin 2019, en hausse de 13,3% par rapport à la même période en 2018. En glissement semestriel, les dépôts augmentent de 13,6% et les crédits reculent de 0,1%.

Sur le marché financier, la bourse unifiée d'Afrique Centrale en abrégé « BVMAC », dont le siège est à Douala, prend progressivement corps avec 02 conventions de transfert des valeurs mobilières et leur support de gestion. La BVMAC sera articulée autour de 03 piliers : le régulateur unique (Consumaf) basé à Libreville au Gabon ; une Bourse unique basée à Douala au Cameroun ; et un dépositaire central qu'est la BEAC basé à Yaoundé.

Opinion des chefs d'entreprises sur les évolutions et perspectives sectorielles

Ressentant un climat des affaires qu'ils estiment leur être défavorable, les chefs d'entreprises interrogés ont, pour la plupart, été pessimistes sur l'évolution de toutes les variables sur lesquelles ils ont été emmenés à se prononcer. Ainsi, les soldes d'opinion sur l'évolution du chiffre d'affaires, de la production, des conditions d'approvisionnement et d'importation, des coûts de production et des bénéfices sont tous négatifs. Toutefois, l'on a noté une amélioration desdits soldes sur les perspectives d'évolution au second semestre de 2019.

I- METHODOLOGIE

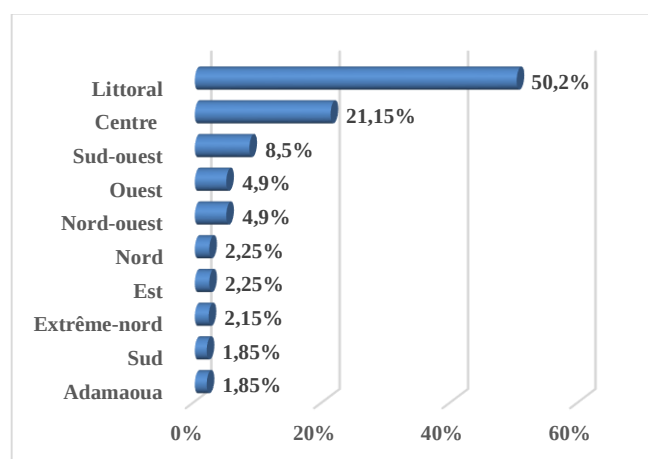
La démarche ci-après a été adoptée pour la rédaction de la présente note de conjoncture.

(i) Pour les trois premières parties, une revue documentaire a été faite. Celle-ci a consisté en l'exploitation des textes, ouvrages et publications des différents organismes nationaux et internationaux qui présentent la conjoncture nationale, sous régionale et internationale.

(ii) Pour ce qui est de la quatrième partie notamment l'opinion des chefs d'entreprises sur les évolutions et perspectives sectorielles, une enquête a été réalisée auprès de 300 entreprises camerounaises. Lesquelles entreprises ont été choisies suivant un sondage aléatoire stratifié. La base de sondage est issue des Déclarations Statistiques et Fiscales de 2015.

Dix strates, correspondant aux 10 régions du Cameroun ont été constituées. Les régions n'ayant pas le même poids en termes de nombre d'entreprises et de chiffre d'affaires, la taille de l'échantillon par région reflète son poids composite. Le graphique 1 suivant donne la répartition de l'échantillon par région.

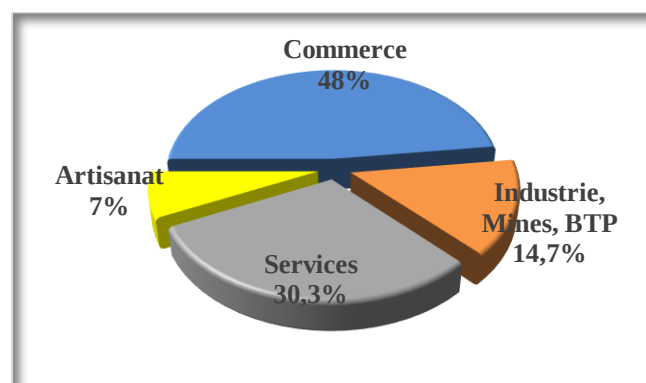
Graphique 1 : Répartition de l'échantillon par région



Source : INS/Recensement Général des Entreprises, 2016 et nos calculs

La deuxième stratification faite dans chaque région, a été constituée de 4 strates que sont les 4 secteurs d'activité. Le graphique 2 suivant donne la répartition de l'échantillon par secteur d'activité.

Graphique 2 : Répartition de l'échantillon par secteur d'activité



Source : INS/Recensement Général des Entreprises, 2016 et nos calculs

Dans chaque secteur, les entreprises ont été tirées suivant leur taille, aléatoirement et proportionnellement à la densité du secteur, la densité du secteur correspondant au nombre d'entreprises y présentes.

Taux de couverture

Sur les 300 entreprises initialement prévues, 259 ont effectivement répondu aux questionnaires, soit un taux de réponse de 86,3%.

Pondération

Afin de retrouver la structure initialement prévue et d'assurer la représentativité des résultats, les données obtenues après la phase de collecte, ont été re-pondérées suivant le chiffre d'affaires pour ce qui est de la représentativité et suivant le poids des régions et des secteurs d'activité pour ce qui est de la structure.

II- CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE ET REGIONALE

II.1. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Les effets néfastes sur l'activité économique mondiale des tensions commerciales entre les USA et la Chine, des déséquilibres macroéconomiques en Argentine et en Turquie, des nouvelles normes dans le secteur automobile allemand, du durcissement des conditions financières en Chine et de la normalisation de la politique monétaire dans plusieurs pays avancés, constatés depuis le deuxième semestre 2018, ont perduré au premier semestre de 2019.

Sur cette dernière période, l'on a en effet assisté, selon le FMI¹, à un ralentissement synchronisé de l'activité mondiale laquelle a entraîné la révision à la baisse des perspectives de croissance mondiale en 2019 de 3,3% à 3% entre les éditions des PME d'avril 2019 et d'octobre 2019.

Dans les pays avancés, principalement de la Zone Euro, d'Amérique du Nord et d'Asie, le ralentissement s'explique dans une large mesure par la baisse généralisée de la production industrielle consécutive au repli de la demande extérieure dans un contexte d'aggravation des tensions commerciales.

Dans les pays émergents et en développement, la baisse est due à un ralentissement plus important que prévu au Brésil, en Chine, en Inde, au Mexique et en Russie.

Au final, l'on note outre le ralentissement de la croissance économique mondiale, un repli de l'inflation et un ralentissement notoire de la croissance commerce mondial (à peine 1% au premier semestre 2019 en glissement annuel) entraîné par la réduction de la demande en Chine et la perte de confiance qu'ont eue les chefs d'entreprise suite à l'escalade des tensions commerciales et technologiques entre les USA et la Chine.

2.1.1. CROISSANCE

La croissance des pays avancés au premier semestre 2019

La croissance des pays avancés s'est quasiment maintenue au même niveau que celle enregistrée au deuxième semestre 2018, reflétant le ralentissement plus important observé par des économies majeures comme les Etats-Unis et la Zone euro, mais également des pays asiatiques de ce groupe.

Aux USA, le rythme d'expansion observé au premier semestre 2019 est plus lent (2% en glissement annuel), les effets accélérateurs de la réduction d'impôts disparaissant peu à peu. En grande Bretagne, les incertitudes des investisseurs face à l'issue incertaine du Brexit a fait ralentir l'économie.

Dans la zone euro, la croissance économique est supérieure à celle observée au second semestre 2018, mais, en glissement annuel, elle est inférieure, pénalisée par la croissance des exportations alors que la demande intérieure reste forte.

Dans le détail², la France a gardé un rythme de croissance régulier de 0,3% par trimestre sur le semestre 1 de 2019 du fait du dynamisme de certaines branches productives (services marchands, construction), tandis que la croissance de l'économie allemande s'est repliée au deuxième trimestre (-0,2% après +0,5%)³, en raison de la chute de l'activité industrielle.

De même, le PIB espagnol a gardé une progression soutenue (+0,4 % au deuxième trimestre après +0,5 % au premier trimestre), alors que la croissance économique italienne reste quasi nulle sur la période.

En grande Bretagne, ce sont les incertitudes de plus en plus grandissantes liées au Brexit qui

¹ FMI, Perspectives de l'économie mondiale, Octobre 2019.

² INSEE, point de conjoncture, Octobre 2019

³ OCDE Stats, <https://stats.oecd.org/Index.aspx?QueryName=350&lang=fr#>

dictent la conjoncture (-0,2% après 0,6% au premier trimestre).

D'un autre côté, le Japon a connu une croissance plus importante au premier semestre 2019 (0,91% en glissement semestriel, après le très léger repli observé en fin d'année), croissance tirée par la consommation privée et publique, mais que pourrait contrarier le relèvement de deux points de la taxe à la consommation en octobre.

Alors que dans les pays émergents et en développement, la hausse est modeste

Au premier semestre 2019, la croissance du PIB du groupe des pays émergents et en développement est restée modeste. La faible croissance observée dans ce groupe de pays a été entraînée par les résultats moyens de la Chine, de l'Afrique du Sud et de la Turquie.

En Chine, en effet, l'activité a su bénéficier des mesures de relance budgétaires et du léger relâchement dans le durcissement de la réglementation financière, mais a pâti des guerres commerciales avec les USA. Aussi, en glissement semestriel, la production totale chinoise a diminué de 7% environ au premier semestre après avoir augmenté de 16% en fin d'année⁴.

En Afrique du Sud, par ailleurs, malgré l'amélioration de l'approvisionnement en électricité qui a porté la croissance sud-africaine au cours de la période sous revue, l'économie s'est une nouvelle fois contractée au cours de la période sous revue (-0,23% au S1_2019 en glissement semestriel ; et, +0,53% après 1,2% en glissement annuel)⁵.

En Turquie, l'évolution est également mitigée. En glissement semestriel, la reprise constatée (+0,76% après -2,70%) dénote d'un dynamisme mis l'actif d'une amélioration des conditions financières mondiales, quoiqu'en glissement

annuel, l'évolution de la production au premier semestre soit plutôt négative.

En Inde, par contre, la baisse du niveau d'activité s'est poursuivie au premier semestre, comparé au semestre précédent en raison de l'amointrissement de la production dans les secteurs automobile et immobilier (2,43% au S1_2019, après 2,54% un semestre plus tôt).

La même tendance a été observée au Mexique, où la baisse de croissance est encore plus marquée (-0,22% après 0,43%) du fait d'une grande incertitude liée à la sous-exécution du budget et à quelques facteurs temporaires.

En Argentine, c'est la forte dégradation des conditions du marché qui a influé sur la performance économique (de +0,5% à -4% au premier semestre 2019 en glissement annuel).

Enfin, au Brésil, la croissance a su repartir au second trimestre, après le repli constaté au premier trimestre du fait d'une catastrophe minière.

2.1.2. PRIX ET COURS INTERNATIONAUX DES MATIERES PREMIERES

L'inflation reculerait en 2019

Le ralentissement synchronisé de la croissance mondiale au premier semestre 2019 a davantage fait reculer l'inflation hors alimentation et énergie de sa cible tant dans les pays développés que chez les pays émergents et en développement. Ainsi, l'inflation globale serait modérée dans les pays avancés avec un taux qui passerait à 1,6%, contre 2,0% en 2018, en lien avec une baisse des cours des produits alimentaires de base dans un contexte de faible croissance de la demande finale.

Dans les pays émergents et en développement, le taux d'inflation ressortirait à 4,8% en 2019,

⁴ National bureau of statistics of China, <http://data.stats.gov.cn/english/easyquery.htm?cn=BO1>

⁵ OCDE Stats, <https://stats.oecd.org/Index.aspx?QueryName=350&lang=fr#>

comme en 2018, en dépit de la hausse des cours du pétrole. Le maintien du taux serait lié, entre autres, à l'inflation hors alimentation et énergie qui est tombée en dessous des moyennes historiques dans bon nombre de pays émergents et même de pays en développement au premier semestre.

En outre, la pression des coûts a été modérée, du fait de la croissance encore timide des salaires dans de nombreux pays, alors même que les marchés du travail ont continué de se tendre.

Au final, l'on note une baisse des prix des produits énergétiques, tandis que les prix des métaux sont restés stables.

Reflétant la tendance évolutive des matières premières au premier semestre

Au premier semestre 2019, la valeur de la majorité des principales matières premières échangées par le Cameroun s'est dépréciée ainsi qu'on le peut le constater dans le tableau 1 ci-après. Hors-mis le cours du cacao qui s'est apprécié de 42% sur la période, les prix des autres

matières ont perdu de leur valeur tant en glissement semestriel qu'annuel.

La production record du pétrole américain a atténué l'impact des chocs sur l'offre de brut occasionné par les sanctions américaines contre l'Iran, la réduction de la production dans les pays membres de l'Opep, les violences au Venezuela, en Lybie et en Arabie Saoudite. Aussi, les prix de l'énergie n'ont baissé que de 13% entre le premier et le second trimestre 2019.

La dynamique des prix du cacao s'explique par l'augmentation de la demande en particulier de celle en provenance des concasseurs et des confiseurs en Europe et en Asie.

Sur le marché du café robusta, la surabondance de l'offre, conjuguée à la limitation des exportations décidée par les fermiers du Vietnam, premier producteur mondial, sont les facteurs qui ont joué sur la baisse des cours de cette spéculation.

Les cours du coton quant à eux, auraient subi les effets des ventes à l'exportation solides des Etats-Unis et d'une forte production en Inde et en Grèce, malgré des importations en hausse en Thaïlande.

Tableau 1 : Evolution des prix de quelques produits de base

Matières premières	Unité	2018		2019	Variations en %	
		moy semestrielle 1	moy semestrielle 2	moy semestrielle 3	1er sem 2019 / 1er sem 2018	1er sem 2019 / 2ème sem 2018
Pétrole brut (Brent)	\$ / bbl	70,75	71,45	65,8	-7%	-8%
Cacao	\$ / kg	2,38	1,62	2,295	-4%	42%
Café arabica	\$ / kg	2,99	2,85	2,765	-8%	-3%
Café robusta	\$ / kg	1,945	1,795	1,665	-14%	-7%
Huile d'arachide	\$/tm	1389	1450	1380	-1%	-5%
Huile de palme	\$tm	637,5	583,5	577,5	-9%	-1%
Riz brisé 5%	\$ / tm	427,5	403,7	411	-4%	2%
Sorgho	\$ / tm	177,65	159,5	165,25	-7%	4%
Blé	\$ / tm	199	210,7	209,65	5%	0%
Sucre	c/kg	28,5	27	28	-2%	4%
Bois Grume	\$/mètre cube	423,88	403,2	395,5	-7%	-2%
Bois (Sawnwood) Cameroun	\$/mètre cube	705,4	620,4	619,9	-12%	0%
Coton (A Index)	c/kg	204	199	181	-11%	-9%
Alluminium	\$/ tm	2208,78	2008	1828,5	-17%	-9%
Or non monétaire	\$/ toz	1318	1221	1307	-1%	7%

Source : nos calculs sur la base des données de l'INS et de la Banque Mondiale.

2.1.3. COMMERCE MONDIAL

En glissement annuel, toutes les régions géographiques ont enregistré une croissance des exportations positive malgré un affaiblissement notable de la demande mondiale. L'Amérique du Nord a affiché la croissance des exportations la plus rapide de toutes les régions, à savoir 1,4%, suivie par l'Amérique du Sud avec 1,3%, l'Europe avec 0,7%, l'Asie avec 0,7%, et les Autres régions (qui comprennent l'Afrique, le Moyen-Orient et la Communauté d'États indépendants, y compris les anciens États membres et les États membres associés) avec 0,1%.

L'Amérique du Nord a enregistré la croissance des importations la plus rapide de toutes les régions, à savoir 1,8%, suivie par l'Europe avec 0,2%. Deux régions ont enregistré des baisses (l'Amérique du Sud avec -0,7% et l'Asie avec -0,4%). Collectivement, les importations des Autres régions ont quant à elles augmenté plus vite que

celles de l'Amérique du Nord, à savoir 2,4%. La demande d'importations a été particulièrement faible en Asie, ce qui a lourdement pesé sur les exportateurs de produits manufacturés (par exemple le Japon, la Corée et l'Allemagne). Les exportateurs de ressources naturelles ont également vu la demande de leurs produits s'affaiblir, comme le montre la baisse de 12% en glissement annuel des prix des produits de base au mois d'août.

Il n'existe pas de statistiques complètes sur le commerce des services en volume car les données sur les prix ne sont généralement pas disponibles, mais une mesure approximative du volume du commerce des services peut être obtenue en ajustant les statistiques du commerce des services commerciaux en valeur nominale de façon à tenir compte des taux de change et de l'inflation. Cet indice montre que, tout comme le commerce des marchandises, le commerce des services commerciaux a récemment marqué le pas.

Tableau 2 : Tableau récapitulatif des principaux indicateurs de l'environnement international (2018-2020)

INDICATEURS (en %, sauf indication contraire)	2018	2019p	2020p
Taux de croissance			
Economie mondiale	3,6	3,0	3,4
Etats-Unis	2,9	2,4	2,1
Japon	0,8	0,9	0,5
Canada	1,9	1,5	1,8
Royaume-Uni	1,4	1,2	1,4
Allemagne	1,5	0,5	1,2
France	1,7	1,2	1,3
Italie	0,9	0,0	0,5
Espagne	2,6	2,2	1,8
Zone Euro	1,9	1,2	1,4
Afrique Sub-saharienne	3,2	3,2	3,6
Nigéria	1,9	2,3	2,5
Afrique du Sud	0,8	0,7	1,1
République Démocratique du Congo	5,8	4,3	3,9
CEMAC	3,0	2,7	
Union Economique et Monétaire Ouest Africaine	6,6	6,7	
Europe Centrale et orientale	3,1	1,8	2,5
Chine	6,6	6,1	5,8
Inde	6,8	6,1	7,0
Russie	2,3	1,1	1,9
Pays avancés	2,3	1,7	1,7
Pays émergents et en développement	4,5	3,9	4,6
Taux de croissance du commerce mondial	3,6	1,1	3,2
Prix du baril de pétrole ⁶ (dollar/baril)	68,33	61,78	57,94
Taux d'inflation			
Pays avancés	2,0	1,5	1,8
Pays émergents et en développement	4,8	4,7	4,8
Pays d'Afrique subsaharienne	8,5	8,1	7,4
Volume du commerce mondial des marchandises	3	1,2	1,7

Source : Perspectives de l'Economie Mondiale du FMI (Mise à jour d'octobre 2019)

II.2. CONJONCTURE ECONOMIQUE REGIONALE

En Afrique, la croissance s'établirait également à un taux inférieur aux récentes prévisions

En Afrique, la BAD⁷ prévoit, au regard des résultats préliminaires, une progression du PIB de l'ordre de 4%, suite aux 3,5% estimés en 2018. La performance africaine devrait être tirée par celle des pays exportateurs d'énergie, dans un contexte où, malgré le repli des cours observés au

deuxième trimestre 2019, les prix des produits de base resteraient médians.

Reflétant la conjoncture économique mondiale morose, l'Afrique subsaharienne ne devrait pas connaître une accélération de sa croissance en 2019. Selon le FMI⁸, la croissance régionale devrait atteindre 2,6 % en 2019 (0,2 point de moins que les prévisions d'avril) contre 2,5 % en 2018, en raison de l'inadaptation conséquente des économies en vue d'un renforcement de la résilience.

⁶ Le cours du pétrole est basé sur la moyenne des cours pour les qualités suivantes : Brent du Royaume-Uni, Dubaï et WTI.

⁷ Banque Africaine de développement, Perspectives économiques en Afrique

⁸ FMI, Africa's pulse, Octobre 2019, vol 20.

Du côté de la demande, les analystes notent que le PIB réel s'est affaibli en raison de la diminution de la formation brute de capital fixe et des exportations nettes, reflétant ainsi la morosité des investisseurs dans un contexte d'incertitude politique mondiale. Du côté de l'offre, les industries manufacturières et minières ont connu un développement modeste, tandis que le secteur des services a perdu de son élan et que la croissance du secteur agricole est restée atone à cause de la sécheresse.

La note de conjoncture économique régionale du 2^{ème} trimestre 2019 dans l'UEMOA⁹, montre que la croissance des Etats qui composent la zone devrait suivre le même trend en 2019 (6,7% contre 6,6% e en 2018 et 2017). Les bonnes campagnes agricoles envisagées dans la plupart des pays des Etats Membres devraient en effet catalyser la production de la zone. Aussi, est-il prévu que tous les Etats enregistrent des taux de croissance environnant les 5%, les plus forts taux devant être constatés au Bénin (7,6%), en Côte d'Ivoire (7,5%), et au Sénégal (6,9%). Le Togo, s'en tirerait avec un taux de 5,1%.

Au Nigeria, le National Bureau of Statistics (NBS)¹⁰, a été noté un taux de croissance du PIB réel de 1,9 % au deuxième trimestre 2019, contre 2,1 % au premier trimestre. Ce ralentissement de l'activité économique est essentiellement dû à une faible performance du secteur non pétrolier, en particulier dans l'agriculture et le commerce. Le FMI projette, après 1,9 % de croissance du PIB réel en 2018, un rythme de progression de 2,3 % en 2019, puis 2,5 % en 2020.

Tout comme en Zone CEMAC

Au niveau sous régional, compte tenu de la dégradation de la situation économique mondiale et de la baisse des cours des principales matières premières exportées par les pays de la zone, le

Comité de Politique Monétaire de la BEAC prévoit¹¹ tout de même que l'activité économique des pays membres continue de se relancer, bien qu'à un rythme plus modéré qu'attendu. Aussi, est-il est prévu pour 2019, un taux de croissance de 2,7% contre 1,8% en 2018 ; une maîtrise des pressions inflationnistes sous le seuil communautaire, avec un taux d'inflation à 2,5 %, contre 2,2 % en 2018; un excédent du solde budgétaire base engagements, qui remonterait à 0,8 % du PIB en 2019, contre -0,3 % du PIB en 2018 ; un creusement du déficit du compte courant passant de 2,7 % du PIB en 2018 à 3,6% en 2019 ; et une expansion de la masse monétaire de 8,3 %, pour un taux de couverture extérieure de la monnaie qui se situerait autour de 68,5 % à fin 2019.

Dans le détail, une production pétrolière plus vigoureuse et une hausse plus importante de la production non pétrolière pourrait catalyser le développement de la zone du côté de l'offre. Le secteur pétrolier enregistrerait une croissance de +4,4 % en 2019 contre +1,2 % en 2018, contribuant ainsi de +0,8% à la formation du PIB zonal, tandis que le secteur non pétrolier connaîtrait une croissance de +2,3 % en 2019, après +1,9 % en 2018, contribuant de +1,9 point à la formation du PIB, contre 1,5 point en 2018.

Du côté de la demande, la croissance économique en 2019 serait principalement tirée par la demande extérieure nette. La participation de la demande intérieure à la croissance se contracterait à +1,2 point, contre + 2,3 points en 2018. Ce recul de la contribution de la demande intérieure serait compensé par un apport en augmentation de la demande extérieure nette de +1,5 point, contre - 0,6 point en 2018.

⁹ Union économique et monétaire Ouest-africaine, Note de conjoncture économique régionale dans l'Uemoa N° 44, 2eme trimestre 2019

¹⁰ NBS, Nigerian Gross Domestic Product Report (Q2 2019)

¹¹ BEAC, Comité de politique monétaire, séance du 08 novembre 2019, <https://www.beac.int/wp-content/uploads/2019/11/Communiqu%C3%A9-CPM-08-nov-19.pdf>

Tableau 3 : Taux de croissance du PIB en termes réels dans la CEMAC

	2014	2015	2016	2017	2018	2019 Prév. Rév	2019 Prév. Maj. Sept
Cameroun	5,9	5,7	4,6	3,5	4,1	4,3	3,0
République Centrafricaine	0,1	4,3	4,8	4,5	3,8	4,7	4,8
Congo	6,7	-1,0	-12,2	-0,2	1,7	5,0	4,2
Gabon	4,3	3,9	2,0	0,5	0,4	2,9	3,1
Guinée Equatoriale	-0,7	-9,3	-9,4	-2,1		-3,0	-2,9
Tchad	2,0	3,3	2,3	-4,6	1,5	2,9	4,5
CEMAC	3,9	1,5	-0,7	0,5	1,8	3,0	2,7

Sources: Administrations nationales et BEAC¹²

¹² In BEAC, Rapport sur la politique monétaire, Novembre 2019

III- CONJONCTURE NATIONALE

III.1. ACTIVITE

3.1.1. PRODUCTION

Au premier semestre de 2019, le taux de croissance du PIB a perdu 0,2 point par rapport

au semestre précédent pour s'établir à 3,9% ainsi qu'il en ressort du tableau 4 ci-contre

Tableau 4 : Evolution trimestrielle de la production par secteurs et principales branches d'activité

Libellé	Ventilation du PIB réel trimestriel brut par secteurs d'activités						Variations PIB réel trimestriel brut par secteurs d'activités (T/T-4) (%)						Semestre 1_2019/ Semestre 1_2018 (%)
	(base 100 = 2005) (en milliards F CFA F CFA)												
	T1_2018	T2_2018	T3_2018	T4_2018	T1_2019	T2_2019	T1_2018	T2_2018	T3_2018	T4_2018	T1_2019	T2_2019	
Secteur primaire	411,8	582,2	622,5	605,3	425,9	599,6	2,3	1,9	7,1	8,2	3,4	3,0	3,2
Agriculture des produits vivriers	204,4	333,4	314,8	225,1	212,9	347,1	5,6	5,2	5,0	4,8	4,2	4,1	4,1
Agriculture industrielle et d'exportation	48,3	69,8	138,7	215,7	47,2	75,3	-6,6	-23,0	15,2	12,5	-2,3	7,9	3,7
Elevage, chasse et pêche	74,9	75,7	76,7	77,9	79,3	80,4	3,9	3,8	4,1	4,8	5,9	6,2	6,0
Sylviculture et exploitation forestière	84,2	103,3	92,3	86,6	86,5	96,8	-1,2	13,8	5,7	10,7	2,7	-6,3	-2,2
Secteur secondaire	1035,6	1108,9	1084,8	1014,9	1093,7	1154,4	0,7	2,4	4,3	5,1	5,6	4,1	4,8
Industries Extractives	194,8	208,2	218,1	216,1	222,5	217,9	-13,6	-7,0	5,8	6,2	14,2	4,6	9,3
.....dont extraction d'hydrocarbure	191,4	204,4	214,2	212,8	219,0	213,9	-13,9	-7,3	5,9	6,2	14,4	4,6	9,4
Industries Agro-alimentaires	266,9	266,4	245,7	247,2	278,9	271,7	2,6	4,9	7,3	1,6	4,5	2,0	3,3
Autres Industries Manufacturières	301,9	321,0	298,6	286,7	305,8	335,1	9,4	2,2	0,0	2,0	1,3	4,4	2,9
Electricité	26,3	27,6	27,0	27,4	28,5	29,0	-3,0	5,4	5,5	-2,7	8,2	4,8	6,5
Eau et Assainissement	26,3	26,7	27,2	27,9	26,9	27,5	3,2	0,8	1,6	4,6	2,3	2,9	2,6
BTP	219,5	259,0	268,2	209,6	231,1	273,2	2,5	8,9	5,8	14,4	5,3	5,5	5,4
Secteur tertiaire	2038,9	2157,2	2183,6	2233,9	2100,6	2270,1	5,6	5,8	4,7	1,9	3,0	5,2	4,2
Commerce et réparation	628,5	722,5	712,4	698,3	675,9	771,4	6,3	6,5	2,7	5,1	7,5	6,8	7,1
Transports	209,7	239,7	235,5	230,7	223,5	253,1	7,1	5,4	0,9	3,2	6,6	5,6	6,1
Information et communication	91,8	88,9	88,6	92,6	91,9	87,6	-1,1	-4,5	-5,1	1,7	0,1	-1,5	-0,7
Hôtels et restauration	69,3	68,3	68,7	73,4	71,5	70,3	4,4	3,5	4,1	5,3	3,1	2,8	3,0
Services financiers	111,6	116,0	118,3	123,4	120,0	121,0	5,4	9,7	11,8	13,8	7,5	4,3	5,9
Administrations publiques	478,0	458,5	491,4	540,2	453,0	491,1	6,5	7,1	10,7	-6,2	-5,2	7,1	0,8
Autres services marchands	449,9	463,2	468,6	475,4	464,7	475,5	4,6	5,4	4,0	3,3	3,3	2,7	3,0
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	3486,3	3848,3	3890,9	3854,0	3620,2	4024,1	3,7	4,2	4,9	3,7	3,8	4,6	4,2
Impôts et taxes	270,7	304,0	309,4	300,2	270,2	303,8	5,1	6,0	-0,4	2,3	-0,2	-0,1	-0,1
PIB	3 757,0	4 152,3	4 200,3	4 154,3	3 890,4	4 327,9	3,8	4,4	4,5	3,6	3,5	4,2	3,9

Source : INS / Les comptes nationaux trimestriels (2e trimestre 2019)

Le ralentissement de l'activité est principalement imputable au secteur primaire qui enregistre un taux de croissance de 3,2% au premier semestre de 2019 contre 7,6% le semestre précédent.

La performance du secteur primaire provient de la baisse simultanée de la production dans les branches « agriculture industrielle et d'exportation » (3,7% contre 13,7% au deuxième semestre de 2018, soit une perte de 10 points) et « Sylviculture et exploitation forestière » (-2,2% contre 7,9% au deuxième semestre de 2018, soit une perte de 11,1 points).

Dans les autres secteurs (secondaire et tertiaire), la croissance s'est relativement accélérée pour se situer respectivement à 4,8% et 4,2% contre respectivement 4,7% et 3,1% au deuxième semestre de 2018.

Le relèvement de l'activité dans lesdits secteurs provient de l'augmentation de la production dans les branches « électricité » (6,5% contre 1,4% au deuxième semestre de 2018), « extraction d'hydrocarbure » (9,4% contre 6% au deuxième semestre de 2018), « Transport » (6,1% contre 1,8% au deuxième semestre de 2018), et dans la branche « commerce et réparation » (7,1% contre 3,8%).

3.1.2. EVOLUTION DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION DES MENAGES

L'Indice des Prix à la Consommation (IPC), outil permettant de mesurer l'évolution du niveau des prix des biens et services consommés par les ménages, mesure le taux d'inflation d'un pays.

Évolution semestrielle : +0,9 % ; variation sur un an : +2,1 %

L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) a augmenté de 2,1 % d'une année à l'autre au premier semestre 2019 et reste inférieur à la norme communautaire de 3% ainsi que visible

dans le tableau 4 suivant. La hausse est de 0,9% par rapport au 2ème semestre 2018. En glissement annuel, l'évolution des prix à la consommation est imputable aux produits alimentaires, aux boissons alcoolisées et tabacs, aux meubles et articles de ménage, aux articles d'habillement et chaussures et aux prix pratiqués dans l'enseignement et dans les loisirs et culture. Elle s'explique par la hausse des produits frais en particulier, et celle des produits issus du secteur primaire en général. Les produits du secteur primaire ont une tendance haussière. Par ailleurs, cette inflation est importée.

Tableau 5 : Evolution de l'Indice général (base 100, en 2011) des prix

	1 ^{er} semestre 2018	2 ^{ème} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2019	Variation (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
Indice général	111,5	112,8	113,8	0,9	2,1

Source : INS/Note de synthèse sur l'évolution des prix à la consommation finale des ménages au cours des neufs premiers mois de l'année, novembre 2019.

Variation des composantes principales au 1^{er} semestre 2019

Par fonctions de consommation, le tableau 6 suivant découvre des prix relativement faibles (indice inférieur à 100) dans la « communication ». Ils ont par ailleurs baissé aussi bien par rapport au deuxième semestre 2018 qu'en glissement annuel. Les prix des « produits alimentaires et boissons », des « meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer », aux « biens et services divers » et ceux pratiqués dans l'enseignement, ont augmenté aussi bien par rapport au 2ème semestre 2018 qu'en glissement annuel,

Par rapport au deuxième semestre 2018, la quasi-stabilité de l'IPC (+0,9%) s'explique par le fait que la hausse des prix des produits alimentaires et boissons (+2,7%), des biens et services divers

(+3,5%), des « meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer » (+2,5%) ainsi que ceux pratiqués dans l'enseignement(+6%) ont été ralenties par la baisse des prix de « logement, eau, gaz et électricité » (-2,1%) ainsi que de ceux pratiqués dans les « restaurants et hôtels » (-1,9%) et dans la santé (-1,7%).

Par rapport au premier semestre 2018, la hausse des prix de 2,1% est soutenue par les prix des produits alimentaires, des biens et services

divers, des « meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer » ainsi que ceux pratiqués dans l'enseignement.

Aussi bien par rapport au deuxième semestre 2018 qu'en glissement annuel, on a une relative maîtrise des prix dans les postes « communication », « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles », « santé » et « restaurants et hôtels ».

Tableau 6 : Evolution de l'Indice des prix par fonctions de consommation (base 100, en 2011)

Fonction de consommation	1 ^{er} Sem. 2018	2e sem. 2018	1 ^{er} Sem. 2019	variation (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
Produits alimentaires et boissons non alcooliques	111,6	113,1	116,1	2,7	4,1
Produits alimentaires	111,6	113,1	116,2	2,7	4,2
Boissons non alcoolisées	109,4	110,4	112,4	1,8	2,7
Boissons alcoolisées et tabacs	122,9	124,7	126,0	1,0	2,5
Articles d'habillement et chaussures	107,6	109,1	110,0	0,9	2,2
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	114,4	115,2	112,8	-2,1	-1,4
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	106,9	107,9	110,5	2,5	3,4
Santé	102,2	102,8	101,1	-1,7	-1,1
Transports	120,8	122,4	121,3	-1,0	0,4
Communications	90,2	90,3	89,6	-0,7	-0,6
Loisirs et culture	104,1	104,8	106,9	2,0	2,7
Enseignement	114,7	115,9	122,8	6,0	7,0
Restaurants et hôtels	120,5	123,1	120,8	-1,9	0,3
Biens et services divers	111,1	112,6	116,5	3,5	4,8

Source : INS/Note de synthèse sur l'évolution des prix à la consommation finale des ménages au cours des neufs 1^{ers} mois de l'année, novembre 2019.

Par groupe secondaire de produits, les prix des produits frais et des produits issus du secteur primaire en général, des biens issus du secteur tertiaire et des biens importés ont augmenté aussi bien par rapport au deuxième semestre 2018 qu'en glissement annuel comme en témoigne le tableau 7. La hausse des prix des produits importés pourrait être mise en liaison avec l'insécurité persistante dans certaines régions du pays, qui a influencé

négalement l'offre extérieure provenant des pays voisins, notamment du Nigeria.

Par contre, les prix des « biens et services locaux », de l'énergie et des produits issus du secteur secondaire ont baissé dans la période sous-revue.

Tableau 7 : Evolution de l'indice des prix des groupes secondaires de produits

Groupe secondaire de produits	1 ^{er} Sem. 2018	2 ^{ème} sem. 2018	1 ^{er} Sem. 2019	Variation (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
Biens et services locaux	112,7	114,2	108,7	-4,9	-3,6
Biens importés	107,2	108,5	115,3	6,3	7,6
Energie	108,0	108,3	105,5	-2,6	-2,4
Produits frais	108,3	108,7	125,0	15,0	15,4
Produits issus du secteur primaire	110,3	111,6	120,4	8,0	9,2
Produits issus du secteur secondaire	115,1	116,3	107,6	-7,5	-6,5
Produits issus du secteur tertiaire	106,1	107,1	115,4	7,7	8,8

Source : INS/Note de synthèse sur l'évolution des prix à la consommation finale des ménages au cours des neufs 1ers mois de l'année, novembre 2019.

Sur le plan spatial, les prix ont augmenté au premier semestre 2019 dans neuf capitales des dix régions en glissement annuel comme le révèlent les informations enregistrées dans le tableau 8 ci-après.

Par rapport au deuxième semestre 2018, les prix ont baissé à Maroua et à Garoua.

Aussi bien par rapport au deuxième semestre 2018 qu'en glissement annuel, la hausse des prix est relativement importante à Bamenda (respectivement +2,8% et +5,4%) et à Ebolowa (respectivement +2,3% et +2,8%).

Tableau 8 : Evolution de l'indice (base 100, année 2011) des prix dans les différentes capitales régionales

	1 ^{er} Sem. 2018	2e sem. 2018	1 ^{er} Sem. 2019	variation (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
Yaoundé	111,3	112,5	113,9	1,3	2,3
Douala	110,9	112,5	113,7	1,1	2,5
Bafoussam	110,4	112,3	113,3	0,9	2,6
Bamenda	110,4	113,1	116,3	2,8	5,4
Garoua	110,6	112,6	112,3	-0,3	1,6
Maroua	112,1	111,4	111,2	-0,2	-0,8
Ngaoundéré	109,5	110,4	111,9	1,4	2,1
Bertoua	115,3	116,1	117,7	1,4	2,0
Buea	114,0	115,9	117,1	1,0	2,7
Ebolowa	113,6	114,1	116,7	2,3	2,8
National	111,8	113,1	114,1	0,9	2,1

Source : INS/Note de synthèse sur l'évolution des prix à la consommation finale des ménages au cours des neufs 1ers mois de l'année, novembre 2019.

III.2. FINANCES PUBLIQUES

L'exécution du budget 2019 se fait dans un contexte marqué par : (i) l'adoption d'une loi de finances rectificative; (ii) la quatrième revue du programme économique et financier, conclue par l'approbation du dossier du Cameroun par le conseil d'administration du FMI, garantissant ainsi les appuis budgétaires attendus ; (iii) la persistance des problèmes sécuritaires qui perturbent les activités socio-économiques dans les régions du Nord-ouest, du Sud-ouest et de l'Extrême-nord.

3.2.1- COLLECTIF BUDGETAIRE

Pour prendre en compte les ressources supplémentaires engrangées grâce à : i) une augmentation de la production pétrolière ; ii) des réalisations des recettes fiscales et non fiscales à fin décembre 2018 plus importantes que celles estimées lors de la préparation du budget de l'année 2019 ; (iii) de la réévaluation des ressources du C2D ; (iv) d'un accroissement significatif des émissions des titres publics, il a été adoptée l'ordonnance N°2019/001 du 29 mai 2019 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n°2018/022 du 11 décembre 2018 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2019.

Cette ordonnance a fait passer le budget de l'Etat d'un montant initial de 4 850,5 milliards F CFA à 5 212 milliards.

La révision à la hausse des recettes budgétaires s'appuie sur :

i) un accroissement de : a) 56 milliards F CFA de recettes pétrolières ; b) 24,5 milliards F CFA de recettes fiscales, dont 16 milliards F CFA pour les impôts et taxes intérieurs; c) 20 milliards F CFA de recettes non fiscales ; d) 21 milliards F CFA de dons ; e) 29 milliards F CFA d'appuis budgétaires ; f) 90 milliards F CFA d'émissions des titres publics ; g) 159 milliards F CFA de prêts projets ;

ii) une diminution de 65 milliards F CFA de financement bancaire ;

iii) un remboursement de prêt de 27 milliards F CFA par la SONARA.

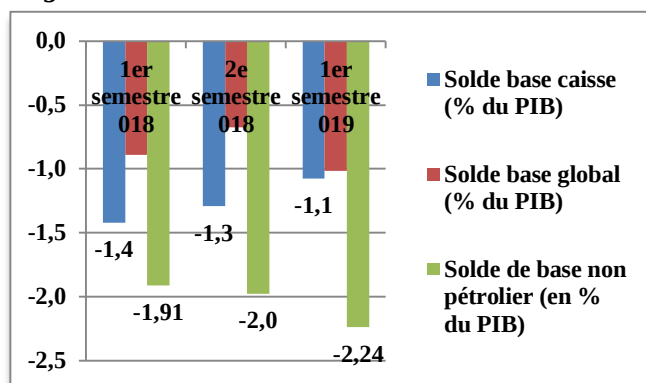
Côté dépenses, il est prévu :

- une baisse de : a) 26 milliards F CFA de dépenses de personnel ; b) 93,2 milliards F CFA des achats de biens et services ; c) 17,6 milliards F CFA des dépenses d'investissement sur ressources propres.

- une hausse de : a) 104,7 milliards F CFA des transferts et subventions ; b) 158 milliards F CFA des dépenses d'investissement sur financements extérieurs ; c) 10 milliards F CFA les dépenses de restructuration ; d) 225,6 milliards F CFA le service de la dette publique, dont 145,6 milliards F CFA pour la dette intérieure.

3.2.2- RESULTATS BUDGETAIRES

Au terme du premier semestre 2019, l'évolution des déficits budgétaires est contrastée ainsi que le graphique 3 et le tableau 9 le montrent : réduction respective de 34 milliards F CFA et de 62,2 milliards F CFA du déficit du solde base caisse par rapport au 2^{ème} semestre 2018 et en glissement annuel. Par contre, les déficits du solde primaire et du solde de base non pétrolier se sont aggravés dans les périodes sous-revues.

Graphique 3 : Evolution semestrielle des soldes budgétaires

Source : MINFI

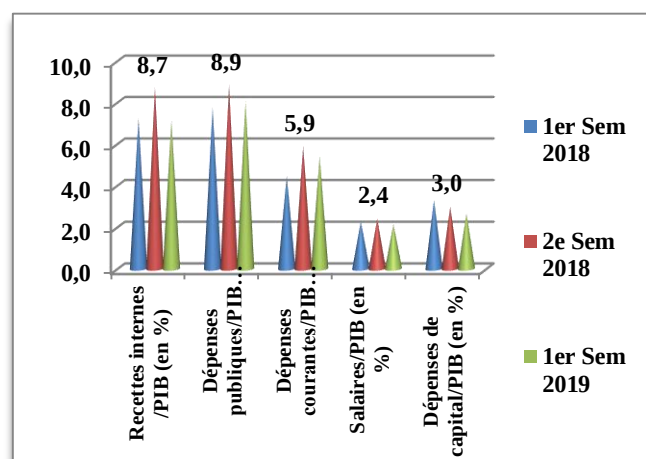
Le déficit base caisse de 243,7 milliards F CFA, enregistré au premier semestre 2019, a été essentiellement financé par les tirages d'un montant de 417,3 milliards F CFA.

Tableau 9 : Performance budgétaire (en milliards)

	1 ^{er} semestre 2018	2 ^e semestre 2018	1 ^{er} semestre 2019
Solde base caisse	-305,9	-277,7	-243,7
Solde de base global	-191,4	-145,1	-229,8
Solde de base, non pétrolier	-411,5	-425,2	-506,2

Source : MINFI

L'évolution des autres indicateurs des finances publiques est contrastée tel qu'on peut le voir dans le graphique 4. Au premier semestre 2019, le ratio salaire sur PIB s'est amélioré aussi bien par rapport au deuxième semestre 2018 qu'en glissement annuel. Par contre, les autres indicateurs se sont détériorés.

Graphique 4 : Evolution semestrielle de quelques indicateurs de finances publiques (en % du PIB)

Source : MINFI

Pour la suite, et prenant en compte la nature saisonnière aussi bien des dépenses que des recettes, notre analyse sera faite en glissement annuel (par rapport au premier semestre 2018).

3.2.2.1. RESSOURCES BUDGETAIRES

Au terme du premier semestre 2019, les données conjoncturelles sur les finances publiques, regroupées dans le tableau 10 suivant, indiquent que les ressources budgétaires totales s'élèvent à 2 463,1 milliards F CFA, en accroissement de 203,4 milliards F CFA par rapport au premier semestre 2018. Cette hausse est tirée par les emprunts et dons (contribution de 5,4 points à la croissance) mais aussi par les recettes budgétaires internes (contribution de 3,7 points).

Les recettes budgétaires internes recouvrées se chiffrent à 1 639,3 milliards F CFA, en hausse de 5,4% par rapport au premier semestre 2018. Ces recettes ont bénéficié d'une forte augmentation (+25,6%) des recettes pétrolières. Les recettes pétrolières s'élèvent ainsi à 276,5 milliards F CFA.

Les recettes non pétrolières sont restées quasi-stables, passant de 1335,2 milliards F CFA au premier semestre 2018 à 1333,8 milliards F CFA. Cette évolution reflète celle des recettes des

impôts et taxes, qui baissent de 4,3 milliards F CFA dans la période sous-revue pour s'établir à 898,9 milliards F CFA. La baisse des recettes de TVA de 43,6 milliards F CFA n'a pas pu être compensée par les hausses de 23,4 milliards F CFA des recettes des impôts sur le revenu des personnes physiques et de 11,8 milliards F CFA des impôts sur les sociétés non pétrolières.

Dans la même tendance, les recettes non fiscales ont baissé de 10,9%, pour se chiffrer à 70,5 milliards F CFA ce semestre.

Par contre, les recettes douanières augmentent de 11,7 milliards F CFA pour se situer à 364,4

milliards F CFA. Cette évolution est attribuable à une bonne mobilisation des droits d'accises à l'importation (+16,9 milliards). La hausse a été ralentie par les droits de douane à l'importation qui baisse de 7,8 milliards F CFA, pour s'établir à 151,3 milliards.

Les autres ressources internes, intègrent uniquement les remboursements de prêts avalisés et rétrocédés à la SODECOTON et à la SONARA, sont de 29 milliards F CFA contre 0 au premier semestre 2018.

Tableau 10 : Evolution de la structure des recettes internes

Période	1er Sem 2018	2e Sem 2018	1er Sem 2019	variation (%)	
Rubrique	a	b	c	c/b	c/a
A-Recettes budgétaires internes	1 555,2	535,9	1 639,3	205,9	5,4
I-Recettes pétrolières	220,2	89,8	276,5	207,9	25,6
II- Recettes non pétrolières	1 335,0	446,1	1 333,8	199,0	-0,1
a- Recettes des impôts et taxes	903,2	303,3	898,9	196,4	-0,5
dont – Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques	126,9	52,5	150,3	186,3	18,4
- TVA	327,2	120,4	283,6	135,5	-13,3
- Impôt sur les sociétés non pétrolières	196,3	49,8	208,1	317,9	6,0
- Droits d'accises	100,5	27,4	101,9	271,9	1,4
- Droits d'enregistrement et timbre	51,8	18,4	51,2	178,3	-1,2
- Taxe spéciale sur les produits pétroliers	66,6	20,6	65,6	218,4	-1,5
b- Recettes douanières	353,3	116,7	364,4	212,3	3,1
dont – droit de douane import	159,1	52,5	151,3	188,2	-4,9
- TVA import	162,0	52,0	163,5	214,4	0,9
- Droits d'accises. /import	7,7	2,4	24,6	925,0	219,5
- Droits de sortis	19,4	5,6	17,2	207,1	-11,3
c- Recettes non fiscales	78,5	26,1	70,5	170,1	-10,2
III-Autres recettes internes	0,0	0,0	29,0	NC	NC

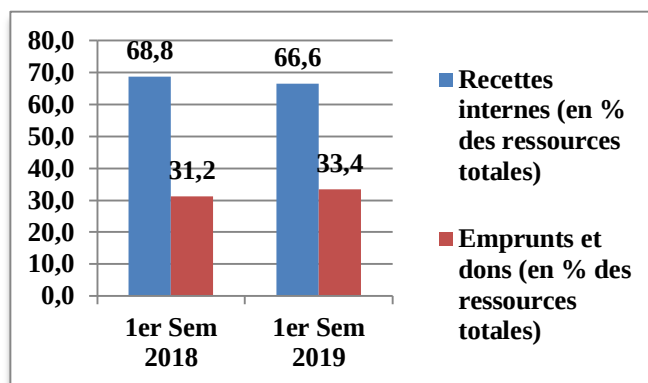
Source : MINFI

Ainsi qu'il apparait du graphique 5, les emprunts et dons augmentent de 16,9% pour s'élever à 823,8 milliards F CFA, tirés par la hausse de 232,4 milliards F CFA des émissions des titres publics.

D'un montant de 427,2 milliards F CFA, les prêts projets progressent de 16,8 milliards F CFA. Par

contre, il n'y a pas eu d'appui budgétaire contre 118 milliards F CFA au premier semestre 2018. Le poids des emprunts et dons dans les ressources budgétaires est passé de 31,2% au premier semestre 2018 à 33,4%.

Graphique 5 : Structure des ressources budgétaires au 1er semestre 2019



Source : MINFI

3.2.2.2.DEPENSES BUDGETAIRES

Les dépenses publiques s'élèvent à 2 205,4 milliards F CFA au terme du premier semestre 2019, en hausse de 131,3 milliards F CFA en glissement annuel. Ainsi qu'il peut être vérifié sur la base des informations du tableau 11, cette évolution est imputable essentiellement à la hausse de 119,5 milliards F CFA des dépenses

Tableau 11 : Evolution des dépenses publiques

Rubrique	Période	1er Sem 2018	2e Sem 2018	1er Sem 2019	variation (%)	
		a	b	c	c/b	c/a
I- Dépenses courantes		960,4	385,5	1 079,9	180,1	12,4
- Dépenses de personnel		490,1	165,6	484,5	192,6	-1,1
- Dépenses de Biens & Services		307,4	144,6	330,2	128,4	7,4
- Transferts et pensions		162,9	75,3	265,3	252,3	62,9
II- Dépenses d'investissement		722,0	223,3	616,1	175,9	-14,7
- Sur financements extérieurs		424,9	121,2	360,9	197,8	-15,1
- Sur ressources propres		284,3	97,1	241,8	149,0	-14,9
- Dépenses de restructuration		12,8	5,0	13,3	166,0	3,9
III- Dépenses diverses à régulariser		40,9	17,3	74,5	330,6	82,2
IV- Service de la dette publique		350,8	116,1	434,9	274,6	24,0
- Dette extérieure		168,2	59,5	215,7	262,5	28,2
- Intérêts		81,0	19,8	87,2	340,4	7,7
- Principal		87,2	39,7	128,5	223,7	47,4
- Dette intérieure		182,6	56,6	219,2	287,3	20,0
- Intérêts		18,4	1,6	28,1	1656,3	52,7
- Amortissement du principal		29,1	4,6	45,0	878,3	54,6
- Remboursement crédits TVA		36,0	12,0	36,0	200,0	0,0
Total dépenses budgétaires		2 074,1	742,1	2 205,4	197,2	6,3

Source : MINFI/DP

courantes et de 84,1 milliards F CFA du service de la dette publique.

En situant à 1079,9 milliards F CFA, les dépenses courantes ont été tirées par les dépenses de transferts et de pensions (+102,4 milliards). Les dépenses sur biens et services augmentent de 22,8 milliards F CFA pour se situer à 330,2 milliards F CFA. La maîtrise des dépenses de personnel a permis de d'atténuer la hausse des dépenses courantes.

La hausse du service de la dette publique résulte de celle de la dette extérieure (+47,5 milliards) et celle de la dette intérieure (+36,6 milliards).

Les dépenses à régulariser sont passées de 40,6 milliards F CFA au premier semestre 2018 à 74,5 milliards.

La baisse de 105,9 milliards F CFA des dépenses d'investissement, pour revenir à 616,1 milliards F CFA, a ralenti la hausse des dépenses publiques par rapport au premier semestre 2018.

.

III.3. CONJONCTURE MONETAIRE ET FINANCIERE

La mise en œuvre du programme économique et financier triennal conclu avec le FMI en juin 2017, s'est poursuivie au premier semestre 2019 et vise, sur le plan monétaire et financier, la préservation de la stabilité monétaire et le renforcement de la résilience du secteur financier. Des mesures correctives prises pour s'attaquer à l'insuffisance des avoirs extérieurs nets portent des fruits.

3.1. SITUATION MONETAIRE

Au terme du premier semestre (au 30 juin) 2019, la situation monétaire s'équilibre en ressources et en emplois à 6 120,3 milliards F CFA, en hausse de 2,8% par rapport au 31 décembre 2018, et de 16,9% en glissement annuel.

3.1.1. EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

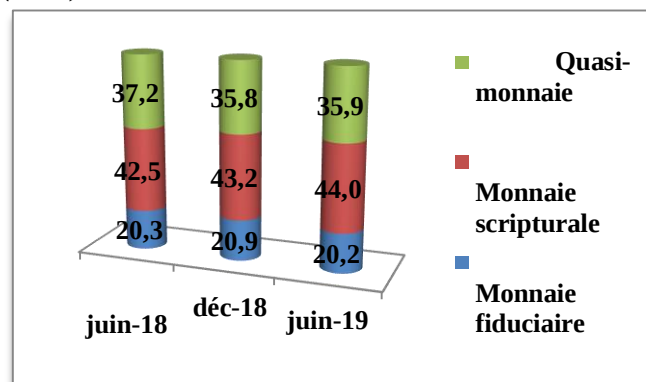
Au terme du premier semestre 2019 et en glissement annuel, la masse monétaire a progressé de 16,4% pour s'élever à 5 169,7 milliards F CFA. Par rapport au 31 décembre 2018, la masse monétaire augmente de 2,5%.

En glissement annuel, la hausse de la masse monétaire résulte de celle de la monnaie scripturale (contribution de 8,7 points à la croissance) mais aussi de celle de la quasi-monnaie (contribution de 4,6 points) et de la monnaie fiduciaire (contribution de 3,1 points à la croissance de la masse monétaire).

Par rapport à fin décembre 2018, la progression de la masse monétaire est soutenue surtout par celle de la monnaie scripturale (contribution de 1,8 point à la croissance).

Le graphique 6 révèle que la structure de la masse monétaire reste dominée par la monnaie scripturale, dont le poids a augmenté aussi bien par rapport à fin décembre 2018 qu'en glissement annuel. La quasi-monnaie enregistre un léger frémissement par rapport à fin décembre 2018, passant de 35,8% à 35,9%. Par contre, le poids de la monnaie fiduciaire a reculé, passant de 20,9% à fin décembre 2018 à 20,2%.

Graphique 6 : Composantes de la masse monétaire (en %)



Source : BEAC

3.1.2. SOURCES DE CREATION MONETAIRE

3.1.2.1. Avoirs extérieurs nets (AEN)

Au premier semestre 2019, en s'établissant à 2 214,6 milliards F CFA, les avoirs extérieurs nets (AEN) ont progressé aussi bien en glissement annuel (+19,9%) que par rapport au 31 décembre 2018 (+6,8%). Cette hausse est attribuable à la bonne reconstitution des avoirs extérieurs nets de la Banque centrale et s'explique par les tirages reçus des partenaires au développement dans le cadre des appuis budgétaires mais aussi par la remontée des cours du baril du brut et par un meilleur rapatriement des recettes d'exportation.

En s'élevant à 2 156,7 milliards F CFA, le compte d'opérations s'est amélioré de 34,4% en glissement annuel, pour préserver la stabilité monétaire. Au 30 juin 2019, les avoirs extérieurs bruts du Cameroun à la BEAC peuvent couvrir

5,8 mois d'importations des biens et services, contre 4,2 mois un an plus tôt.

Le taux de couverture de la monnaie, qui rapporte les avoirs officiels en devises aux engagements à vue de la Banque centrale, s'est amélioré, passant de 71,4% à fin juin 2018 à 76,4% à fin juin 2019. C'est la même tendance qui est observée pour l'ensemble des pays de la CEMAC, où le taux de couverture passe de 56,2% à 62,8% sur la même période.

3.1.2.2. Crédit intérieur

Au 30 juin 2019, le crédit intérieur est de 3 905,7 milliards F CFA, en hausse de 15,2% en glissement annuel et de 0,6% par rapport au 31 décembre 2018. Cette évolution résulte, ainsi que le montrent les informations du tableau 12, de la hausse simultanée des crédits à l'économie et des créances nettes sur l'Etat.

3.1.2.2.1. Créances nettes sur l'Etat

En s'établissant à 544,2 milliards F CFA à fin juin 2019, les créances nettes progressent de 17,8% par rapport au 31 décembre 2018 et de plus de 228% en glissement annuel. La Position Nette du Gouvernement (PNG), composante essentielle des créances nettes du système monétaire sur l'Etat, demeure débitrice de 556,4 milliards F CFA, en hausse aussi bien par rapport à fin décembre 2018 qu'en glissement annuel. Cette évolution s'explique par la progression des engagements envers le FMI, les banques créatrices de monnaie et envers la BEAC.

3.1.2.2.2. Crédits à l'économie

Au terme du premier semestre 2019, les crédits à l'économie se chiffrent à 3 361,5 milliards F CFA et progressent de 4% par rapport à fin décembre 2018 et de 4,2% en glissement annuel tel que consigné dans le tableau 12. Cette évolution s'explique essentiellement par l'augmentation des crédits octroyés aux

entreprises publiques non financières. S'agissant de la maturité, les crédits à court terme représentent 60,1% de l'encours des crédits, ceux à moyen terme 37,2% et ceux à long terme 2,7%.

Tableau 12 : Situation monétaire consolidée à fin juin 2019 (en milliards de F CFA)

	juin-18	Déc.-18	Juin-19	Variations (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
Contreparties de la masse monétaire	5 237,4	5 954,8	6 120,3	2,8	16,9
Avoirs Extérieurs Nets	1 846,6	2 072,7	2 214,6	6,8	19,9
Avoirs extérieurs nets de la BEAC	1 255,2	1 477,2	1 701,5	15,2	35,6
dont Compte d'opérations	1 604,5	1 948,1	2 156,7	10,7	34,4
Avoirs extérieurs nets des BCM	591,3	595,5	513,1	-13,8	-13,2
Crédit intérieur	3 390,9	3 882,1	3 905,7	0,6	15,2
Créances nettes sur l'Etat	165,5	465,2	544,2	17,0	228,9
Position nette du gouvernement	154,6	303,1	556,4	83,6	260,0
Crédit à l'économie	3 225,4	3 231,9	3 361,5	4,0	4,2
Crédit au secteur privé non financier	2 864,9	3 113,6	3 079,1	-1,1	7,5
Crédit aux entreprises publiques non financières	270,3	242,8	247,1	1,8	-8,6
RESSOURCES	5 237,4	5 954,8	6 120,3	2,8	16,9
Masse monétaire (M2)	4 440,6	5 043,1	5 169,7	2,5	16,4
Circulation fiduciaire	902,8	1 056,3	1 042,6	-1,3	15,5
Monnaie scripturale	1 887,9	2 179,8	2 273,0	4,3	20,4
Quasi-monnaie	1 649,9	1 807,0	1 854,1	2,6	12,4
Autres postes nets	796,8	911,6	950,6	4,3	19,3

Source : BEAC

3.2. SECTEUR BANCAIRE ET FINANCIER

Le secteur bancaire et financier compte 15 banques, 8 établissements financiers spécialisés, environ 500 établissements de microfinance (EMF), 27 compagnies

d'assurance et une bourse de valeur mobilière (la DSX). La densification des institutions financières, conjuguée au progrès de la finance technologique « Fintech », a contribué à l'amélioration de l'inclusion financière.

3.2.1. SECTEUR BANCAIRE

Le secteur bancaire a connu un regain d'activité caractérisé par : (i) la hausse du total des bilans ; (ii) l'augmentation des dépôts de la clientèle ; (iii) l'accroissement des crédits à la clientèle ; (iv) la progression des transactions par monnaie électronique ; (v) l'amélioration du respect des normes prudentielles.

Le nombre total de comptes bancaires est de 2 985 075, contre 2 201 255 en juin 2018, soit une hausse de 35,6%. Cette évolution est essentiellement expliquée par l'entrée de CCA Bank dans le paysage bancaire.

Au 30 juin 2019, le total du bilan des banques s'équilibre à 6 122,7 milliards F CFA, en hausse de 13,3% par rapport à la même période en 2018. La loi de finances rectificative du 29 mai 2019, prévoit la recapitalisation de la BC-PME à hauteur de 10 milliards.

3.2.1.1. Dépôts de la clientèle

Au terme du premier semestre 2019, les dépôts augmentent de 13,6% en glissement annuel et se chiffrent à 4 678,7 milliards F CFA.

Les informations contenues dans le tableau 13 permettent de constater que l'accroissement des dépôts est soutenu par ceux des particuliers (contribution de 7,7% à la croissance des dépôts) et des entreprises privées (contribution de 7,3 points à la croissance). Les dépôts de l'administration publique centrale (contribution de -2,1 points) ainsi que ceux des administrations privées (contribution de -1,4 points) ont ralenti la croissance des dépôts.

Par type de clientèle, les particuliers détiennent la plus grande part des dépôts collectés au 30 juin 2019, soit 1 946,9 milliards F CFA. Cela représente 41,6% du total des dépôts contre 39,6% à fin juin 2018. Ils sont suivis par les entreprises privées (24,2%), l'administration publique centrale (9,1%), les entreprises publiques (5,2%), les entreprises individuelles (3,7%), les organismes publics (3,6%) et les sociétés d'assurance et de capital (3,3%).

Tableau 13 : Répartition des Dépôts par type de clientèle (en milliards F CFA de F CFA)

Libellés	Juin-18	Déc.18	Juin-19	Variations (%)		Poids en Juin 2019
	(a)	(b)	(c)	(c/a)	(c/b)	(%)
Administration publique centrale	515,2	409,1	428,1	4,6	-16,9	9,1
Administration publique locale	19,2	20,6	46,9	127,7	144,3	1,0
Organismes publics	187,5	164,6	167,0	1,5	-10,9	3,6
Administrations privées	166,2	167,2	107,1	-35,9	-35,6	2,3
Entreprises publiques	246,9	215,2	244,0	13,4	-1,2	5,2
Entreprises privées	834,1	1 001,6	1 133,1	13,1	35,8	24,2
Sociétés d'assurance et de capital	145,3	149,5	152,5	2,0	5,0	3,3
Entreprises individuelles	139,7	189,2	174,5	-7,8	24,9	3,7
Particuliers	1 631,3	1 855,3	1 946,9	4,9	19,3	41,6
Divers	232,6	270,0	278,6	3,2	19,8	6,0
Total	4 118,0	4 442,3	4 678,7	5,3	13,6	

Source: BEAC

Au 30 juin 2019 et en glissement annuel, les dépôts à terme baissent de 11,8% pour s'établir à 361,2 milliards F CFA. Par contre le tableau 14 renseigne sur ce que les dépôts à régime spécial et les dépôts à vue augmentent respectivement de 10,9% et de 19,5% dans la période sous-revue. Les dépôts à vue représentent 79,4% du total des dépôts contre 7,7% pour les dépôts à régime spécial et 12,9% pour les dépôts à terme.

Tableau 14 : Dépôts par maturité (en milliards)

Libellés	juin-018	déc-18	juin-19	Variation (%)		Poids en Juin 2019
	a	b	c	c/b	c/a	(%)
Dépôts à régime spécial	325,7	342,0	361,2	5,6	10,9	7,7
Dépôts à terme	684,1	614,7	603,1	-1,9	-11,8	12,9
Dépôts à vue	3 108,1	3 485,5	3 714,3	6,6	19,5	79,4
TOTAL	4 118,0	4 442,3	4 678,7	5,3	13,6	100,0

Source : BEAC

3.2.1.2. Encours des crédits

Au terme du premier semestre 2018, l'encours des crédits s'élève à 3 595,1 milliards F CFA, soit une hausse de 6,2% en glissement annuel. Par contre, ils se sont repliés de 0,1% par rapport au 31 décembre 2018.

Par rapport au 30 juin 2018 et tel qu'il en ressort du tableau 15 l'évolution des crédits est essentiellement soutenue par ceux octroyés aux particuliers (+26,3%), à l'administration publique centrale (+21,7%) et aux entreprises individuelles (+28,9%). Cette hausse a été ralentie par les crédits distribués aux entreprises publiques, aux sociétés d'assurance et de capital et aux organismes publics.

Par type de clientèle, 62,8% de l'encours de crédits sont destinés aux entreprises privées, 15,6% aux particuliers, 8,8% à l'Administration publique centrale et 6,9% aux entreprises publiques.

Tableau 15 : Répartition des crédits par type de clientèle (en milliards F CFA de F CFA)

Libellés	Juin-18	Déc-18	Juin-19	Variations (%)		Poids en Juin 2019
	(a)	(b)	(c)	(c/a)	(c/b)	(%)
Administration publique centrale	259,1	258,3	315,4	21,7	22,1	8,8
Administration publique locale	1,3	1,4	1,0	-23,1	-28,6	0,0
Organismes publics	11,1	7,5	0,0	-100,0	-100,0	0,0
Administrations privées	16,1	53,8	11,9	-26,1	-77,9	0,3
Entreprises publiques	267,0	251,1	247,1	-7,5	-1,6	6,9
Entreprises privées	2 237,8	2 321,0	2 256,2	0,8	-2,8	62,8
Sociétés d'assurance et de capital	18,8	3,8	5,2	-72,3	36,8	0,1
Entreprises individuelles	124,3	182,3	160,2	28,9	-12,1	4,5
Particuliers	443,3	509,5	560,1	26,3	9,9	15,6
Divers	5,1	8,2	38,1	647,1	364,6	1,1
Total	3 384,0	3 596,9	3 595,1	6,2	-0,1	

Source : BEAC

Au 30 juin 2019, le niveau d'intermédiation financière, mesuré en rapportant les crédits sur les dépôts, a baissé pour se situer à 76,8%, contre 82,6% à fin juin 2018. Le ratio de transformation des dépôts en crédits à long terme s'est amélioré, passant de 34,7% à 40,2%.

La situation des normes prudentielles dans les 15 banques se présente ainsi qu'il suit à fin juin 2019:

- 11 banques respectent les ratios de solvabilité et de couverture des immobilisations ;
- 14 banques respectent le ratio de liquidité ;
- 02 banques présentent des fonds propres nets négatifs ;
- 06 banques ne respectent pas le ratio de transformation à long terme.

3.2.2. MONNAIE ELECTRONIQUE

En 2018, les principaux services offerts dans le domaine de la monnaie électronique demeurent le "mobile money" et les cartes bancaires prépayées. L'évolution des activités dans le secteur est tirée par le "mobile money", dont la valeur des transactions progresse de 87,6% par rapport à 2017 pour se situer à 6 469,6 milliards. Le Cameroun enregistre plus de la moitié de l'ensemble des transactions par "mobile money" dans la zone CEMAC. Le nombre de comptes mobile money créés a baissé de 3,4% pour se situer à 6 182 207, tandis que celui des comptes actifs a augmenté de 43,9% et s'élève à 5 008 112.

Les opérations relatives au "mobile money" sont soumises à l'autorisation de la BEAC et à la régulation de la Cobac. Les banques tirent plusieurs avantages de cette activité, notamment l'inclusion financière, à travers une large couverture des populations ayant accès aux services financiers, ainsi que le désengorgement des agences bancaires.

3.2.3. SECTEUR DE LA MICROFINANCE

L'année 2018 a été marquée dans le secteur de la microfinance par l'application, depuis le 1^{er} janvier 2018, du nouveau Règlement n° 01/17/CEMAC/UMAC du 27 septembre 2017, relatif aux conditions d'exercice et de contrôle de l'activité de la microfinance dans la CEMAC.

Les innovations du nouveau Règlement portent sur :

- (i) l'obligation pour les EMF indépendants de 1^{ère} catégorie de se mettre en réseau pour exercer leurs activités ;
- (ii) la réforme du régime des agréments par le renforcement des éléments constitutifs des dossiers y relatifs ;

(iii) la constitution des EMF sous une forme juridique permettant l'existence d'une assemblée générale, d'un conseil d'administration et d'une direction générale ;

(iv) le renforcement des modalités de contrôle interne et externe des EMF ;

(v) le rallongement de la liste des interdits pour les administrateurs des EMF ;

(vi) l'augmentation du nombre minimum de sociétaires ou coopérateurs, qui passe de 30 à 100 pour les EMF de 1^{ère} catégorie.

(vii) En 2018, le secteur de la microfinance a enregistré la transformation en banque de l'établissement CCA qui pèse 25% de l'activité du secteur. Cette évolution s'est traduite par : (i) une baisse du total de bilans (-13,2%) ; (ii) une diminution des dépôts de la clientèle (-23,0%) ; (iii) une baisse des crédits accordés à la clientèle (-17,0%) ; (iv) une réduction du nombre de comptes de la clientèle (-26,6%).

Au 31 décembre 2018, le Cameroun compte ainsi 418 établissements de microfinance agréés, en baisse de 16,4% par rapport à fin décembre 2017.

Le secteur reste vulnérable. Plusieurs normes prudentielles ne sont pas respectées par les EMF. Il s'agit essentiellement du fonds de solidarité, du ratio de couverture des risques par les ressources disponibles, du ratio de couverture des immobilisations et les normes de qualité.

3.2.4. MARCHÉ FINANCIER

A fin décembre 2018, 06 titres sont inscrits à la cote officielle de la Douala Stock Exchange « DSX », dont 03 pour les actions et 03 pour les obligations. Comparé à fin décembre 2017, on enregistre une baisse de 02 titres pour les obligations et le nombre de titres pour les actions reste inchangé. La capitalisation boursière baisse de 25,1% par rapport à fin décembre 2017 et se chiffre à 313, 4 milliards, dont 151, 3 milliards

pour le marché des actions et 162,1 milliards pour le marché obligataire. Cette baisse s'explique essentiellement par la radiation de la cote officielle de deux titres, suite à l'amortissement total du capital emprunté. Il s'agit de la valeur « Tchad 6%. 2013-2018 », le 25 novembre 2018, et de la valeur « ECMR.5,9%. 2013- 2018 », le 27 décembre 2018.

Depuis le 16 décembre 2019, la BVMAC est devenue opérationnelle et compte 16 titres dont 04 pour les actions et 12 pour les obligations. Sur les compartiments des actions, l'entrée en bourse de l'action SIAT-GABON a porté le nombre à 04 titres. Sur le marché obligataire, l'entrée en bourse de 9 nouveaux titres a porté le nombre à 12 titres. Il s'agit de : ALIOS 1; ALIOS-GABON; BGFI-Holding; EOCG1; FAGACE; EOG2; EOG3. EOG4 et GSEZ.

Depuis le 05 juillet 2019, le processus d'unification des 02 bourses d'Afrique Centrale arrive progressivement à son terme conformément à la décision prise par les Chefs d'Etat de la CEMAC en octobre 2017. La bourse unifiée d'Afrique Centrale en abrégé « BVMAC », dont le siège est à Douala, prend progressivement corps avec 02 conventions de transfert des valeurs mobilières et leur support de gestion. La BVMAC sera articulée autour de 03 piliers :

- Le régulateur unique (Consumaf) basé à Libreville au Gabon ;
- Une Bourse unique basée à Douala au Cameroun ;
- Et un dépositaire central qu'est la BEAC basé à Yaoundé.

La nouvelle configuration vise à rendre la BVMAC plus viable, dynamique et pérenne.

III.4. COMMERCE EXTERIEUR

Cette note sur le Commerce Extérieur porte sur le premier semestre 2019 comparativement au premier semestre 2018. Les statistiques camerounaises du commerce extérieur sont élaborées sur la base des dispositions du Décret N°2004/0133/PM du 09 janvier 2004 fixant le cadre d'élaboration des statistiques du commerce extérieur.

Les exportations sont exprimées en valeur FAB (Franco À Bord i.e. coût de la marchandise à son point de sortie du pays), les importations en valeur CAF (Coût, Assurance et Fret i.e. coût d'achat de la marchandise au point de départ, plus l'assurance et le fret).

Les pays partenaires sont les pays d'origine de la marchandise à l'importation et ceux de sa destination finale à l'exportation. Les statistiques portant sur les échanges avec l'Union Européenne se rapportent aux 27 pays membres de ladite Union. Les « Autres pays de l'Europe » sont les pays de l'Europe qui ne sont pas membres de l'Union Européenne. Ceux de l'Afrique Centrale hors CEMAC désignent : la République Démocratique du Congo, l'Angola, le Rwanda, le Burundi, Sao-Tomé et Principe.

Les informations proviennent essentiellement des statistiques collectées par le Système Douanier

Automatisé (SYDONIA), qui fournit plus de 95% des données sur nos échanges formels. Elles sont complétées par les statistiques recueillies sur les postes douaniers non informatisés. Les données sont celles arrêtées au niveau de la Direction Générale des Douanes le 30 septembre 2019.

4.1. BALANCE COMMERCIALE : Creusement des déficits commercial hors pétrole

Ainsi qu'il appert du tableau 16 y relatif, la balance commerciale du Cameroun s'est dégradée au premier semestre 2019 pour s'établir à -772 milliards de F CFA contre -684 milliards de F CFA au premier semestre 2018. Cette dégradation du solde commercial est imputable à une augmentation en valeur absolue des importations plus importante que celle des exportations.

Par contre, le taux de couverture s'est amélioré de 2 points pour s'établir à 60,2%. Cette amélioration se justifie par une augmentation en valeur relative des exportations plus importante que celle des importations.

Tableau 16 : Balance commerciale du Cameroun au premier semestre 2019
Q(quantités) en milliers de tonnes et V(valeurs) en milliards de F CFA

	1 ^{er} semestre 2018 (1)		1 ^{er} semestre 2019 (2)		variations absolues (2)-(1)		variations relatives (2)- (1)	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
EXPORTATIONS	3 265	944	3 833	1 168	568	224	17,4%	23,8%
Pétrole brut	1 555	401	1 862	494	308	92	19,8%	23,0%
Carburant et lubrifiant	63	18	42	18	-21	0	-33,4%	1,3%
Gaz	195	20	599	129	404	110	206,9%	561,4%
Hors pétrole brut	1 711	543	1 971	675	260	132	15,2%	24,3%
Hors produits pétroliers	1 452	505	1 329	527	-123	22	-8,5%	4,4%
IMPORTATIONS	4 182	1 627	5 204	1 940	1 022	313	24,4%	19,2%
Pétrole brut	541	173	718	220	177	47	32,8%	27,2%
Carburant et lubrifiant	298	128	812	347	514	219	172,2%	171,4%
Gaz	58	25	36	13	-22	-13	-37,8%	-50,1%
Hors pétrole brut	3 642	1 454	4 486	1 720	845	266	23,2%	18,3%
Hors produits pétroliers	3 285	1 301	3 638	1 360	353	59	10,7%	4,5%
BALANCE COMMERCIALE (BC)		-684		-772		-88		12,9%
BC hors pétrole brut		-912		-1 045		-133		14,6%
BC hors produits pétroliers		-796		-833		-37		4,6%
TAUX DE COUVERTURE (TC)		58,0%		60,2%		2,2%		3,8%
TC hors pétrole brut		37,3%		39,2%		1,9%		5,1%
TC hors produits pétroliers		38,8%		38,8%		-0,1%		-0,2%

Hors pétrole, la balance commerciale camerounaise s'est détériorée et reste déficitaire avec un solde qui est passé de -912 milliards de F CFA à -1 045 milliards de F CFA et le taux de couverture de 37,3% à 39,2% entre les premiers semestres 2018 et 2019.

Comme on peut le constater à lecture du tableau 17 ci-contre, l'aggravation du déficit commercial est

principalement à mettre au compte de l'Afrique Occidentale (-423 milliards de F CFA au premier semestre 2019 contre -229 milliards de F CFA au premier semestre 2018), de l'Europe et de l'Asie Occidentale. Cette aggravation du déficit a été atténuée par l'amélioration de la balance commerciale avec l'Amérique du Nord et l'Afrique Centrale.

Tableau 17 : Balance commerciale du Cameroun au premier semestre 2019, par zone géographique, Valeurs en milliards de F CFA

Étiquettes de lignes	BALANCE COMMERCIALE			TAUX DE COUVERTURE		
	1 ^{er} semestre 2018 (1)	1 ^{er} semestre 2019 (2)	Variation (2)-(1)	1 ^{er} semestre 2018 (3)	1 ^{er} semestre 2019 (4)	Variation (4)-(3)
Union Européenne (UE)	-24	-52	-28	95%	90%	-5%
Europe hors UE	-81	-100	-19	9%	6%	-3%
Afrique du Nord	-48	-62	-15	4%	3%	-1%
Afrique Occidentale	-229	-423	-194	10%	5%	-5%
Afrique Centrale hors CEMAC	-9	1	10	29%	2045%	2016%
CEMAC	37	65	28	223%	469%	246%
Afrique Australe	-33	-25	8	5%	7%	2%
Amérique du Nord	-63	68	131	22%	227%	205%
Amérique du Sud	-66	-62	4	3%	30%	27%
Asie Occidentale	-19	-33	-14	28%	11%	-17%
Asie Orientale	-140	-140	0	72%	76%	4%
Océanie	-9	-9	0	8%	1%	-7%
Total général	-684	-772	-88	58%	60%	2%

4.2. LES EXPORTATIONS

4.2.1. EVOLUTION GLOBALE

Le tableau sur l'évolution globale des exportations ci-contre indique que, au premier semestre 2019, les exportations du Cameroun toutes destinations confondues ont connu une évolution positive tant en volume (17,4%) qu'en valeur (+23,8%). Le

Cameroun a exporté pendant cette période **3 833 mille tonnes** de marchandises pour une valeur de **1 168 milliards de F CFA** contre **3 265 mille tonnes** pour **944 milliards de F CFA** au premier semestre 2018.

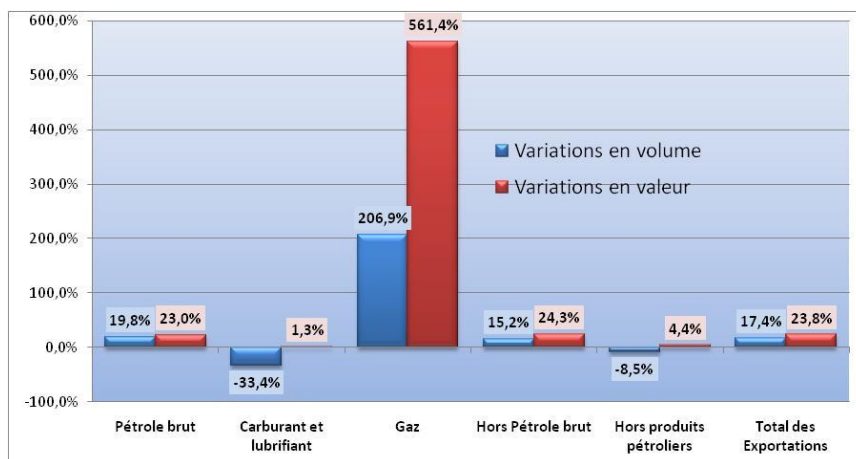
Tableau 18 : Evolution globale des exportations camerounaises : globale et hors produits pétroliers
Q(quantités) en milliers de tonnes et V(valeurs) en milliards de F CFA

	1sem18		1sem19		Variations 1sem19/1sem18			
					Absolues		relatives	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Total exportations	3 265,1	943,7	3 832,8	1 168,2	567,7	224,5	17,4%	23,8%
<i>Dont Pétrole brut</i>	1 554,6	401,2	1 862,1	493,6	307,5	92,4	19,8%	23,0%
<i>Carburant et lubrifiants</i>	63,3	17,8	42,2	18,1	-21,1	0,2	-33,4%	1,3%
<i>Gaz</i>	195,3	19,6	599,5	129,4	404,2	109,8	206,9%	561,4%
<i>Export Hors Pétrole brut</i>	1 710,6	542,5	1 970,7	674,6	260,2	132,1	15,2%	24,3%
<i>hors Pétrole brut / Carburant et lubrifiants/Gaz</i>	1 452,0	505,1	1 329,1	527,1	-122,9	22,0	-8,5%	4,4%

La hausse des exportations camerounaises en valeur est en partie attribuable aux produits pétroliers notamment le pétrole brut (+23,0%) et le

gaz (+561,4%). Hors produits pétroliers, l'évolution reste positive mais moins forte (+4,4%), ainsi qu'il ressort du graphique 7.

Graphique 7 : Evolution des exportations camerounaises au 1^{er} semestre 2019 par rapport au 1^{er} semestre 2018

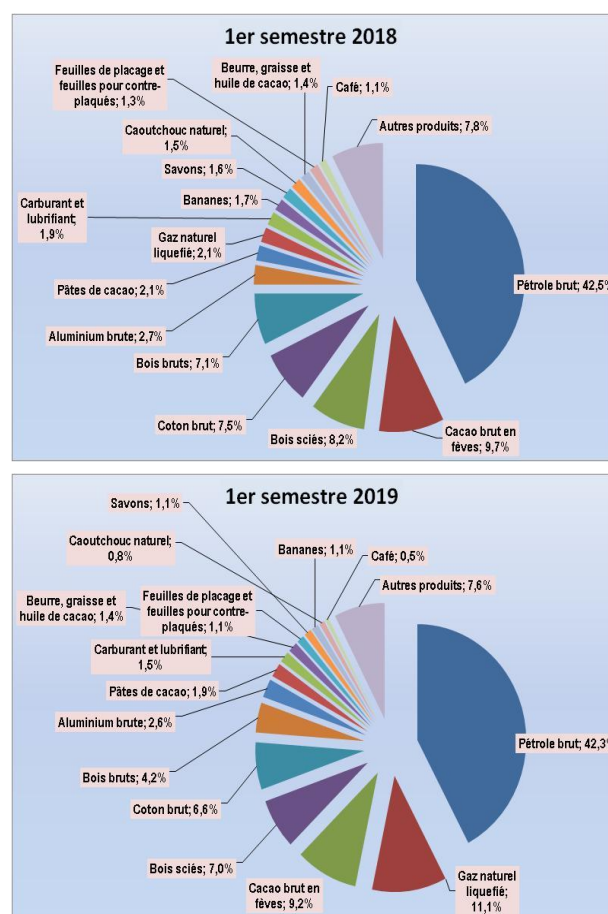


L'on relèvera également la hausse en valeur des exportations de cacao brut (+17,6%), de coton (+9,2%), de bois sciés (+6,1%), d'aluminium (+18,3%), de beurre, graisse et huile de cacao (+29,2%) et de pâtes de cacao (+13,7%). Cette hausse a toutefois été freinée par le recul des exportations de bois bruts (-27,4%), de caoutchouc (-32,4%), de bonbonnes bouteilles, flacons bocal, pots, autres emballages en verre (-68,0%), de banane (-20,9%), de savon (-13,9%) et de légumes à cosse (-61,8%).

4.2.2. PRINCIPAUX PRODUITS ET LEURS DESTINATIONS

La structure des exportations du Cameroun au premier semestre 2019 indique, ainsi que le montre les graphiques 8, qu'elles continuent de reposer sur les produits traditionnels tels que les produits pétroliers, le cacao en fèves, le bois, le coton, l'aluminium, la banane, le caoutchouc et le café. Les 15 premiers produits exportés ont représenté 92,4% de la valeur totale des exportations.

Graphique 8 : Part en valeur des principaux produits exportés aux premiers semestres 2018 et 2019



- **Les huiles brutes de pétrole**

Le pétrole brut a représenté au premier semestre 2019, une proportion de 42,3% de la valeur des exportations totales et reste le premier produit à l'exportation. Les ventes sont évaluées à 493,6 milliards de F CFA contre 401,2 milliards en glissement annuel soit une hausse de 23,0%. Dans le même temps les volumes ont également cru, passant de 1 555 mille tonnes à 1 862 mille tonnes soit une hausse de 19,8%. L'Espagne (27,6%), la Chine (22,8%), les Etats Unis (20,5%), l'Italie (13,0%) et l'Inde (8,1%) sont les destinations de ce produit au cours du premier semestre 2019.

- **Le gaz naturel liquéfié**

Depuis l'année 2018, la Cameroun exporte le gaz naturel liquéfié (GNL). L'on observe une forte tendance à la hausse¹³ au premier semestre 2019 avec des exportations de 599,5 milles tonnes pour 129,4 milliards de F CFA contre 195,3 milles tonnes pour 19,6 milliards de tonnes en glissement annuel ; soit une hausse de 206,9% en volume et 561,6% en valeur. Plus de la moitié du GNL produit par le Cameroun est principalement exporté vers la Chine (+50,2%). Le reste va vers l'Inde (13,8%), l'Espagne (10,3%), le Brésil (9,6%), la Grande Bretagne (8,1%) et l'Argentine (7,9%).

- **Le cacao brut en fève**

Les exportations de cacao ont connu une baisse en volume de 6,7% mais une hausse en valeur de 17,6%. Le produit se maintient au rang des principales exportations camerounaises avec des ventes établies à 108,0 milliards de F CFA pour 89,3 mille tonnes. Les Pays-Bas restent le principal client avec 52,9% des parts suivis de

l'Indonésie (16,7%), de la Malaisie (13,1%) et de l'Allemagne (8,2%).

- **Le bois scié**

Au premier semestre 2019, le bois scié reste l'un des principaux produits à l'exportation avec 315,6 mille tonnes pour 81,9 milliards de F CFA. On observe une hausse des exportations tant en valeur (+6,1%) qu'en volume (+8,3%) relativement au premier semestre 2018. Le bois scié est exporté principalement en Europe et en Asie avec comme pays de destinations privilégiées la Belgique (22,0%), la Chine (11,9%), l'Italie (8,2%), les Etats Unis d'Amérique (6,8%), les Pays-Bas (6,0%), le Vietnam (5,9%), l'Espagne (5,4%) et la France (5,0%).

- **Le coton brut**

Le Cameroun a exporté au premier semestre 2019, un volume de 76,3 mille de tonnes de coton brut correspondant à 77,1 milliards de F CFA. Le pays réalise ainsi une hausse de 14,2% en volume et 9,2% en valeur. Le produit se maintient ainsi au rang des principaux produits exportés. Il va essentiellement en Asie et ses confins : Bangladesh (+48,4%), Malaisie (18,2%), Chine (13,5%), Inde (9,7%) et Vietnam (9,3%).

- **Le bois brut**

Les exportations de bois brut connaissent au premier semestre 2019, une baisse de 20,6% en volume et 27,4% en valeur. Malgré cela, le produit reste l'un des plus importants à l'exportation avec 459,6 mille tonnes pour 48,9 milliards de F CFA. Le bois brut est exporté essentiellement en Asie avec comme destinations privilégiées la Chine (46,1%) et le Vietnam (40,8%).

¹³ Les exportations de gaz ont débuté en mai 2018

• **L'aluminium brut**

Le Cameroun a exporté au premier semestre 2019, un volume de 26,1 mille de tonnes d'aluminium brut correspondant à 30,2 milliards de F CFA. Le produit réalise ainsi une hausse de 18,3% en valeur mais une baisse de 1,0% en volume du fait de la hausse de la valeur unitaire FOB. L'aluminium va essentiellement à l'Union Européenne, principalement en Italie (90,5%) et en France (6,6%).

En dehors des principaux produits énumérés ci-dessus, le Cameroun a également exporté au premier semestre de 2019 :

- **Les pâtes de cacao** (14,3 mille tonnes pour 22,7 milliards de F CFA). Les expéditions de ce produit sont principalement réparties entre les Etats-Unis d'Amérique (36,7%), la France (28,3%), l'Allemagne (17,6%), la Malaisie (9,5%), l'Italie (3,5%) et le Brésil (3,1%).
- **Les carburants et lubrifiants** : (42,2 mille tonnes pour 18,1 milliards de F CFA) exportés vers la République Centrafricaine (74,2%), le Tchad (17,0%) et le Nigeria (5,3%).
- **Les beurre, graisse et huile de cacao**: (10,0 mille tonnes pour 16,5 milliards de F CFA). Ces dérivés du cacao ont été achetés principalement par la France.
- **Les feuilles de placage et feuilles pour contre-plaqué**s (25,4 mille tonnes pour 12,8 milliards de F CFA) destinée principalement à l'Italie (58,1%) et à la Chine (21,1%).
- **Le savon** (24,4 mille tonnes pour 12,7 milliards de F CFA) exporté vers la sous-région : Nigeria (42,8%), Tchad (37,0%),

République du Congo (14,6%), Gabon (3,6%) et Guinée Equatoriale (1,6%).

- **La banane** (93,9 mille tonnes pour 12,4 milliards de F CFA) en baisse de 20,7% en volume et 20,9% en valeur : destinée essentiellement à l'Union Européenne avec comme principaux pays clients la Belgique (64,7%), la Grande Bretagne (19,4%), la France (14,0%), l'Italie (1,6%).
- **Le caoutchouc naturel** : (14,0 mille tonnes pour 9,5 milliards de F CFA), destiné à divers pays dont les Etats-Unis d'Amérique (42,5%), la France (11,4%), l'Allemagne (10,0%), les Pays-Bas (5,4%), l'Afrique du Sud (4,9%), la Belgique (4,3%), et l'Espagne (3,8%).
- **Le café** : (7,8 mille tonnes pour 6,4 milliards de F CFA) exporté vers la Belgique (24,5%), le Portugal (18,7%), l'Italie (15,1%), la France (11,7%), l'Allemagne (9,4%), l'Espagne (4,7%), le Maroc (4,6%) et l'Algérie (3,6%).

4.2.3. ORIENTATION GEOGRAPHIQUE

Le Cameroun exporte ses produits vers toutes les zones géographiques mais l'essentiel va vers l'Union Européenne, l'Asie Orientale, l'Amérique du Nord, la CEMAC et l'Amérique du Sud. En effet ces cinq zones représentent au premier semestre 2019, un peu plus de 97% des exportations du Cameroun.

Avec 38,7% des parts en valeurs, L'Union Européenne est la principale destination des produits camerounais tel qu'il apparaît du graphique 9. Elle aura importé au total et en valeur 452 milliards de F CFA au premier semestre 2019 contre 446,4 milliards en glissement annuel soit une hausse de 1,3%. Cette légère hausse est à

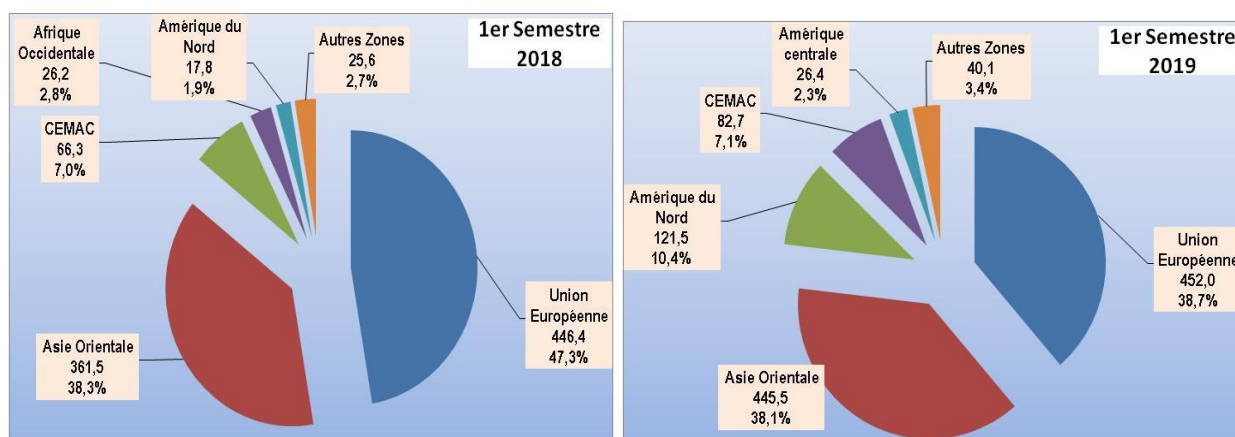
mettre à l'actif des produits tels que le gaz, le cacao et ses préparations ainsi que le bois scié. L'on note toutefois un recul des exportations de pétrole brut et de banane.

L'Asie Orientale arrive en deuxième position avec 38,1% des parts en valeur au premier semestre 2019 contre 38,3% au premier semestre 2018. Le Cameroun a exporté vers cette zone au cours de la période, des produits d'une valeur totale de 445,5 milliards de F CFA, en hausse de 23,2% en glissement annuel. Cette hausse est à mettre à l'actif du pétrole brut, du gaz et du cacao. Dans le même temps on a relevé une baisse des exportations de bois bruts et sciés.

L'Amérique du Nord occupe la troisième position avec 10,4% des exportations en valeur au premier semestre 2019. L'on relève une hausse des exportations vers cette zone de 582% consécutif aux achats de pétrole brut.

La CEMAC vient en quatrième position avec 7,1%¹⁴ des exportations en valeur au premier semestre 2019. Les exportations camerounaises vers la CEMAC ont connu une hausse de 24,7% consécutive à la hausse des exportations de carburant et lubrifiants, de barres en fer ou en aciers et de tissus de coton.

Graphique 9 : Répartition des exportations camerounaises par zones géographiques



Au premier semestre 2019, le Cameroun a eu pour principaux partenaires à l'exportation la Chine (19,3%), l'Espagne (13,6%), les Etats-Unis d'Amérique (10,4%), l'Italie (9,3%), les Pays-Bas (6,6%), l'Inde (5,8%), le Bangladesh (3,5%), le Tchad (3,2%), la France (3,1%), la Malaisie (2,8%), le Vietnam (2,7%), la Belgique (2,6%), la République Centrafricaine (1,9%), l'Indonésie

(1,6%) et la Grande Bretagne (1,5%).

La hausse relevée des exportations camerounaises est consécutive à celle à destination de certains pays dont les Etats-Unis d'Amérique (+103,7 milliards de F CFA ; +602%), l'Espagne (+75,1 milliards de F CFA ; +89,8%), la Chine (+36,0 milliards de F CFA ; +19,0%), l'Inde (+18,0 milliards de F CFA ; 36,5%) et le Japon (+14,2

¹⁴ Ce taux doit toutefois être relativisé car il faut tenir compte du volume des échanges informels

milliards).

Cette hausse a été modérée la baisse des expéditions vers la France (-69,5 milliards de F CFA ; -65,7%), l'Italie (-18,2 milliards de F CFA ; -14,3%), la Belgique (-8,1 milliards ; -21,2%), le Togo (-6,2 milliards ; -94,4%) et la Malaisie (-5,2 milliards ; -13,5%).

4.3. LES IMPORTATIONS

4.3.1. EVOLUTION GLOBALE

Le Cameroun a importé au cours du premier semestre 2019, **5 204** mille tonnes de marchandises pour une valeur de **1 939,8** milliards de F CFA contre **4 182,4** mille tonnes pour **1 627,2**

milliards de F CFA au premier semestre 2018 ; soit une hausse tant en valeur **(+24,4%)** qu'en volume **(+19,2%)** ainsi qu'il ressort du tableau 19.

La hausse des importations camerounaises en valeur est accentuée par celle des carburants et lubrifiants (+171,4%), du pétrole brut (+27,2%), du riz (+43,2%), des constructions et parties de constructions en fonte, fer ou acier (+311,2%), des carreaux (+125,4%), du clinker (+26,2%) et du blé (+16,8%). Cette hausse des importations a été atténuée par la baisse des achats des produits tels que le sucre (-82,6%), les bitumes de pétrole (-28,6%) et l'huile de palme (-52,3%).

Tableau 19 : Evolution globale des importations camerounaises : globale et hors produits pétroliers
Q (quantités) en milliers de tonnes et V (valeurs) en milliards de F CFA

	1sem18		1sem19		variations 1sem19/1sem18			
					absolues		relatives	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Total importations	4 182,4	1 627,2	5 204,2	1 939,8	1 021,7	312,6	24,4%	19,2%
Dont Pétrole brut	540,9	172,8	718,0	219,9	177,2	47,0	32,8%	27,2%
Carburant et lubrifiants	298,3	127,9	812,1	347,1	513,7	219,2	172,2%	171,4%
Gaz	57,7	25,2	35,9	12,6	-21,8	-12,6	-37,8%	-50,1%
Import Hors Pétrole brut	3 641,6	1 454,4	4 486,1	1 720,0	844,5	265,6	23,2%	18,3%
hors produits pétroliers	3 285,5	1 301,3	3 638,1	1 360,3	352,7	59,0	10,7%	4,5%

Par ailleurs, l'examen du tableau 20 relatif à l'évolution des importations par noyaux d'utilisation fait ressortir :

- Une hausse des importations des noyaux « Energie et lubrifiants » (+134,9%), « Produits bruts d'origine minérale ou autres » (+25,2%), « Demi-produits » (+9,2%), « Alimentation-Boissons-

Tabacs » (+9,2%), « Produits bruts d'origine animale ou végétale » (+14,7%), « Consommation des ménages » (+3,7%), « Matériels de transport » (+5,8%).

- Une baisse des importations des noyaux « Consommation des entreprises » (-5,1%), « Equipements industriels » (-1,9%) et « Equipement agricole » (-14,8%).

Tableau 20 : Importations camerounaises par noyaux d'utilisation au premier semestre 2019
Q (quantités) en milliers de tonnes et V(valeurs) en milliards de F CFA

Noyaux	1er semestre 2018			1e semestre 2019			Variations absolues		Variations relatives	
	Q	V	Part en Valeur %	Q	V	Part en Valeur %	Q	V	Q	V
0: Alimentation-Boissons-Tabacs	538,0	228,7	14,1%	603,2	249,6	12,9%	65,2	21,0	12,1%	9,2%
1: Energie et lubrifiants	356,2	153,2	9,4%	848,5	359,8	18,5%	492,3	206,6	138,2%	134,9%
2: Produits bruts d'origine animale ou végétale	437,4	78,4	4,8%	434,8	89,9	4,6%	-2,6	11,5	-0,6%	14,7%
3: Produits bruts d'origine minérale ou autres	740,5	182,4	11,2%	912,8	228,4	11,8%	172,2	46,0	23,3%	25,2%
4: Demi-produits	1 688,8	301,5	18,5%	1 997,1	329,3	17,0%	308,3	27,8	18,3%	9,2%
5: Matériel de transport	60,9	111,4	6,8%	61,5	117,9	6,1%	0,6	6,5	1,0%	5,8%
6: Equipement agricole	0,8	1,7	0,1%	1,1	1,5	0,1%	0,3	-0,3	42,1%	-14,8%
7: Equipement industriel	70,1	182,8	11,2%	61,1	179,4	9,2%	-9,0	-3,4	-12,9%	-1,9%
8: Consommation des ménages	133,0	189,9	11,7%	140,7	196,8	10,1%	7,7	6,9	5,8%	3,7%
9: Consommation des entreprises	156,7	197,2	12,1%	143,4	187,1	9,6%	-13,4	-10,1	-8,5%	-5,1%
Total général	4 182,4	1 627,2	100,0%	5 204,2	1 939,8	100,0%	1 021,7	312,6	24,4%	19,2%

4.3.2. PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTES ET LEUR ORIGINE

Contrairement à l'exportation, Le Cameroun importe une gamme assez variée de produits bien que certains dominent tant en volume qu'en valeur. Les cinq premiers produits couvrent plus de 40% des importations au premier semestre 2019.

• Les carburant et lubrifiants

Comme à l'exportation les carburant et lubrifiant sont parmi les produits phares et représentent au

premier semestre 2019 près de 17,9% du total des importations camerounaises en valeur. Ce produit a connu une augmentation tant en volume (+172,2%) qu'en en valeur (+171,4%). Les volumes importés sont passés de 298,3 mille tonnes à 812,1 mille tonnes et les valeurs de 127,9 milliards de F CFA à 347,1 milliards de F CFA au premier semestre 2019. La grande partie des importations provient du Togo (+40,7%), de la Belgique (13,5%), des Pays-Bas (8,8%) et de la Cote d'Ivoire (8,6%).

- **Les huiles brutes de pétrole**

Le pétrole brut traditionnel produit phare des importations représente au premier semestre 2019 près de **11,3%** du total des importations camerounaises. Il a connu une hausse tant en volume qu'en valeur (+27,2%). Les volumes importés sont passés de 540,9 mille tonnes à 718,0 mille tonnes et les valeurs de **172,8** milliards de F CFA à **219,9** milliards de F CFA au premier semestre 2019. Tout le pétrole brut importé provient du Nigéria.

- **Le riz**

Avec une hausse tant en volume (+44,5%) qu'en valeur (+43,2%), le riz se maintient au rang des principales importations camerounaises avec des achats de 401,3 mille tonnes pour une valeur de 102,0 milliards de F CFA au premier semestre 2019. Presque tout le riz importé au cours de cette période provenait la Thaïlande (67,2%), de Myanmar (+18,7%), de la Chine (6,9%) et du Vietnam (4,0%).

- **Le blé**

Le blé reste parmi les produits les plus importés au Cameroun avec des importations qui se situent à 67,7 milliards de F CFA pour 383,6 mille tonnes. Le blé importé provient principalement de la France (33,4%), de la Russie (29,5%), du Canada (23,9%) et de l'Argentine (13,1%).

- **Les poissons congelés**

Les importations de poissons congelés connaissent une baisse de 10,2% en volume mais une légère hausse de 0,8% en valeur. Elles se situent à 65,0 milliards de F CFA pour 89,6 mille tonnes contre 64,5 milliards de F CFA pour 99,8 mille tonnes.

Les origines du poisson congelé importé au Cameroun sont largement diversifiées et couvrent presque tous les continents avec une domination de l'Afrique (47,8%). Au premier semestre 2019, les principaux pays fournisseurs sont dans l'ordre : la Mauritanie (31,2%), la Chine (17,1%), l'Afrique du Sud (8,9%), le Pérou (8,6%), l'Inde (6,8%), le Sénégal (6,7%) et la Nouvelle Zélande (5,5%).

- **Les produits pharmaceutiques**

Au premier semestre 2019, le Cameroun a importé pour 63,7 milliards de F CFA de produits pharmaceutiques contre 67,6 milliards de F CFA en glissement annuel ; soit une baisse de 5,7%. Les fournisseurs du Cameroun sont assez diversifiés, toutefois l'on distingue principalement l'Inde (28,6%), la France (28,2%), la Chine (8,9%), le Maroc (5,2%), l'Allemagne (5,3%), l'Espagne (2,7%) et l'Italie (2,3%).

- **Le clinker**

Au premier semestre 2019, l'on assiste une hausse des importations de clinker de 21,3% en volume et 26,2% en valeur. Celles-ci se sont établies à 1 245,4 mille tonnes pour 52,9 milliards de F CFA contre 1 026,9 mille tonnes pour 41,9 milliards de F CFA en glissement annuel. Les pays fournisseurs du Cameroun sont la Turquie (27,9%), l'Espagne (26,9%), l'Algérie (12,3%), le Maroc (12,2%), le Portugal (9,5%), la Grèce (5,5%) et le Congo (3,9%).

- **Les véhicules de tourisme**

Les véhicules de tourisme connaissent une hausse de 12,6% de leurs importations en volume et 6,8% en valeur. Le Cameroun a importé un total de 16 284 véhicules de tourisme contre 14 463 un an plus tôt. Les importations sont évaluées à 33,3

milliards au premier semestre 2019 contre 31,2 milliards en glissement annuel. Au cours de cette période, les véhicules de tourisme importés sont principalement d'origines japonaise (77,9%), Allemande (6,5%), Sud-coréenne (3,7%) et française (2,8%).

• Les pesticides

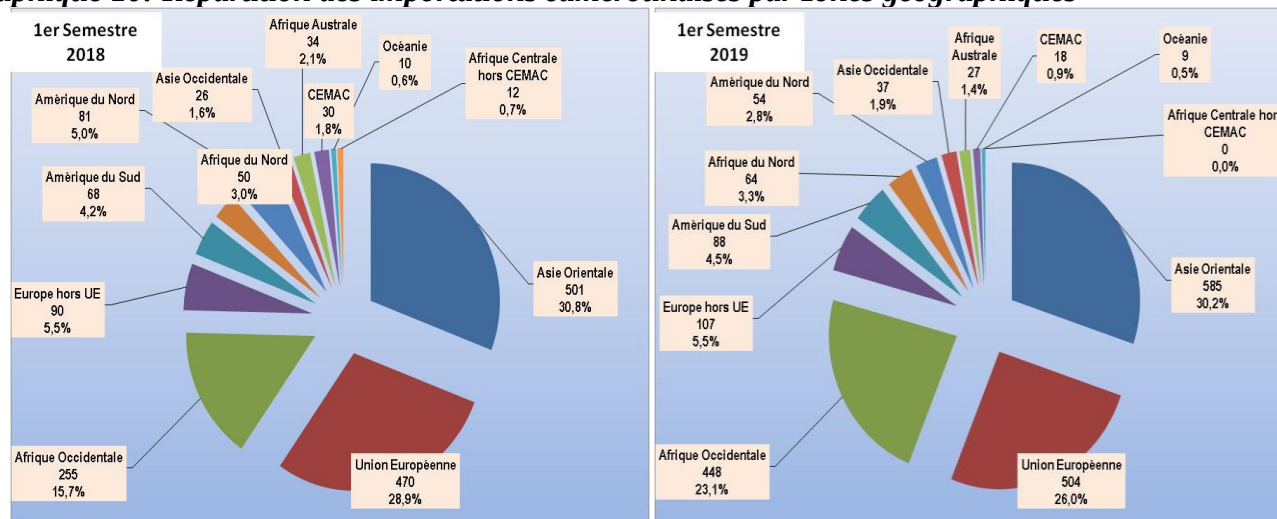
Les importations de pesticides connaissent une baisse de 0,2% en volume et 8,2% en valeur pour se situer à 33,2 milliards de F CFA (13,4 milles tonnes) au premier semestre 2019. Ces produits ont pour origines, entre autres, la Chine (70,5%),

l'Inde (10,2%), la Hongrie (4,9%), la Norvège (3,1%), et la France (2,6%).

4.3.3. ORIENTATION GEOGRAPHIQUE

Les importations du Cameroun se singularisent par la grande diversité des zones géographiques d'origines. Tel qu'illustré par le graphique 10, Au premier semestre 2019, un peu plus de 30% des importations se sont effectuées avec l'Asie Orientale, 26,0% avec l'Union Européenne et 23,1% avec l'Afrique Occidentale. La CEMAC ne vient qu'en dixième position avec 0,9% des importations en valeur.

Graphique 10: Répartition des importations camerounaises par zones géographiques



Le Cameroun a importé les produits de plus d'une centaine de pays au premier semestre 2019. Les dix plus importants qui concentrent plus de 60% des importations sont dans l'ordre : la Chine (15,7%), le Nigéria (11,9%), la France (8,3%), le Togo (7,4%), la Thaïlande (4,0%), la Belgique (4,0%), l'Inde (3,3%), la Turquie (3,2%), les Pays-Bas (2,7%) et l'Espagne (2,3%), l'Allemagne (2,2%), l'Italie (1,1%), les Etats-Unis d'Amérique (1,9%), la Russie (1,7%) et le Japon (1,6%).

Enfin la hausse globale des importations

s'explique en partie par celle observée des importations originaires de certains pays tels que le Togo (+291,8%), le Nigéria (+27,6%), la Turquie (+120,3%), la Belgique (+68,6%), la Chine (+10,2%), la France (+16,4%), la Côte d'ivoire (+243,5%), les Pays-Bas (+43,8%), Barbuda (+109,7%) et Taïwan (+426,1%). Cette hausse a été atténuée par la baisse des importations d'origine américaine (-44,1%), brésilienne (-52,0%), russe (-27,0%), italienne (-24,7%), anglaise (-99,5%).

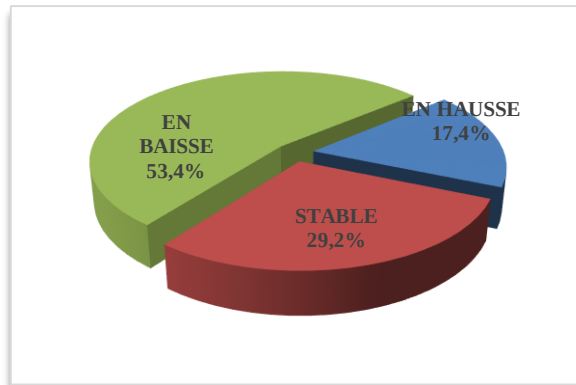
IV. OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR LES EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES SECTORIELLES

IV.1. SITUATION D'ENSEMBLE

Les résultats ici présentés sont issus de l'enquête de conjoncture réalisée par la CCIMA au cours des mois de septembre et d'octobre de 2019 auprès de 259 entreprises de droit camerounais.

53,4% des répondants affirment que leur chiffre d'affaires a baissé, tel que le montre le graphique 11. Cette baisse est à relier à la diminution du niveau des commandes constatée par les répondants (solde d'opinions de 27,1%). Parmi les entreprises qui exportent, plus de la moitié (55,2%) ont constaté que leur activité n'a pas été soutenue. Ces entreprises exportent beaucoup plus vers l'Afrique francophone et l'Europe (selon respectivement 33,4% et 30,8% des chefs d'entreprises exportatrices).

Graphique 11 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur Chiffre d'affaires HT au 1^{er} semestre de 2019

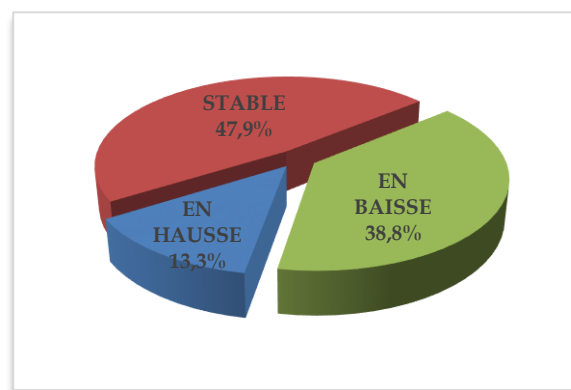


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S1_2019

La production a également baissé au premier semestre de 2019 avec un solde d'opinions de 17,1% ainsi qu'il ressort du graphique 12. Cette baisse de la production s'expliquerait en partie par la hausse des coûts de production. En effet, durant la période sous revue, les responsables d'entreprises estiment que les coûts de l'énergie (solde d'opinions de 35,6%) et les coûts des matières premières approvisionnées tant sur le

marché extérieur (solde d'opinions de 33,1%) que local (solde d'opinions de 26,2%) ont augmenté. Sur la même période, le niveau des stocks est resté stable pour 46,6% des répondants.

Graphique 12 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur production au premier semestre de 2019



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S1_2019

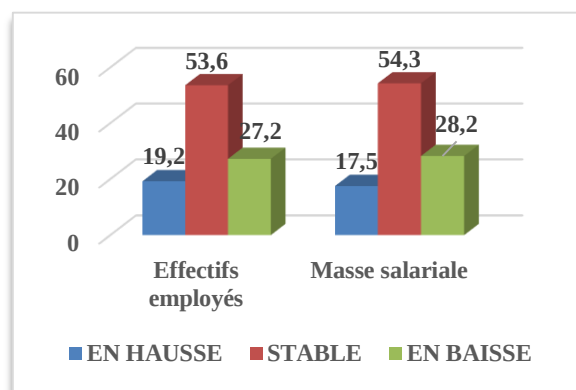
Par ailleurs, les conditions d'approvisionnement n'auraient pas changé sur la période pour 74,5% des répondants, mais auraient eu tendance à devenir plus difficiles avec un solde d'opinions de 17%.

Pour faire face à une augmentation d'activité, les chefs d'entreprises pensent qu'il faut améliorer la productivité et recruter le personnel à respectivement 47,2% et 44,2%, contre seulement 8,6% qui comptent recourir à la sous-traitance.

Pour la moitié des répondants, les prix de vente ont été stables au premier semestre de 2019. Cependant, le solde d'opinions sur la baisse des prix est de 24,7%.

Le niveau d'embauche a continué de baisser au premier semestre de 2019 tel que l'illustre le graphique 13. Avec un solde d'opinions de 7,7%, les responsables d'entreprises déclarent que leur effectif d'employés a baissé.

Graphique 13 : Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des employés et de la masse salariale au premier semestre 2019 (en %)



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S1_2019

Pour 54,3% des répondants, la masse salariale est restée stable au premier semestre de 2019. Cependant, elle aurait baissé avec un solde d'opinions de 10% sur la sous-revue.

Au premier semestre de 2019, seuls 26% des responsables d'entreprises déclarent éprouver des difficultés à recruter et surtout les cadres (pour 63,2% des répondants).

Pour les 56,7% d'entreprises importatrices interrogées, les conditions d'importation ont été mauvaises au premier semestre de 2019 avec un solde d'opinions de 17,5%.

Perspectives d'activité et d'emploi pour le second semestre 2019

Les soldes d'opinions des chefs d'entreprises sur l'évolution du chiffre d'affaires et des commandes gagneront 20,6 et 4,2 points respectivement par rapport au premier semestre de 2019 pour s'établir à 14% et 22,8% pour la baisse.

Par contre, celui sur la baisse de la production perdra 6,1 points pour se fixer à 23,2% pour la baisse.

Les responsables d'entreprises anticipent une amélioration du niveau des prix de vente de leurs produits ou services, le solde d'opinion sur la perspective gagnant 10,5 points pour se situer à 14,2%.

De même, ceux-ci estiment que les stocks vont continuer d'augmenter au second semestre de 2019 (avec un solde d'opinion de 23,9%).

Concernant l'emploi, les responsables d'entreprises interrogés envisagent de recruter davantage (pour 23,9% des répondants contre 19,2% au premier semestre de 2019) et donc de mettre un frein aux opérations de licenciement (pour 12,4% des répondants contre 27,2% au premier semestre 2019) au second semestre de 2019. Suivant cette perspective, la masse salariale pourrait augmenter pour 22,8% des répondants (et solde d'opinion de 3,3% pour la hausse).

Si pour 41,1% des répondants, les conditions d'approvisionnements seront normales au second semestre de 2019, 57,4% par contre pensent qu'elles seront plus difficiles au second semestre de 2019.

Situation financière mauvaise ...

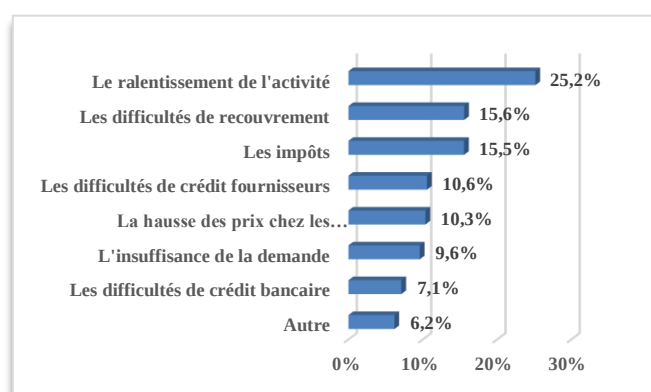
Deux entreprises sur trois interrogées éprouvent des difficultés financières, ainsi que l'indique le solde d'opinion (+38,6%) sur la situation de trésorerie au premier semestre de 2019.

...découlant du ralentissement de l'activité, des difficultés de recouvrement et du coût élevé des impôts

Ainsi qu'il appert dans le graphique 14, les tensions de trésorerie vécues sur la période tiennent essentiellement au ralentissement de

l'activité (pour 25,2% des répondants), aux difficultés de recouvrement, aux ponctions fiscales (pour 15,6% et 15,5% respectivement des répondants), aux difficultés d'obtention de crédits fournisseurs (pour 10,6% des répondants) et à la hausse des prix chez les fournisseurs (pour 10,3% des répondants).

Graphique 14 : Charges ayant affecté la trésorerie au premier semestre de 2019



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S1_2019

Une entreprise sur deux interrogées n'a pas investi ...

Aussi, durant le premier semestre de 2019, 47,6% des chefs d'entreprises sondés n'ont pas investi. Parmi ceux qui ont déclaré avoir investi, 33,3% déclarent que leurs dépenses d'investissement ont augmenté contre 36,6% qui estiment que celles-ci ont diminué.

Les investissements sur la période ont principalement eu pour objectifs, la diversification des activités (37,9%), l'accroissement des capacités de production (30,9%) et le remplacement des équipements obsolètes (24,8%).

Ceux-ci ont été effectués, par autofinancement (60,5% des répondants), par crédit bancaire (23,9%), par crédit-bail (9,3%) et par le biais de tontines (4,3%).

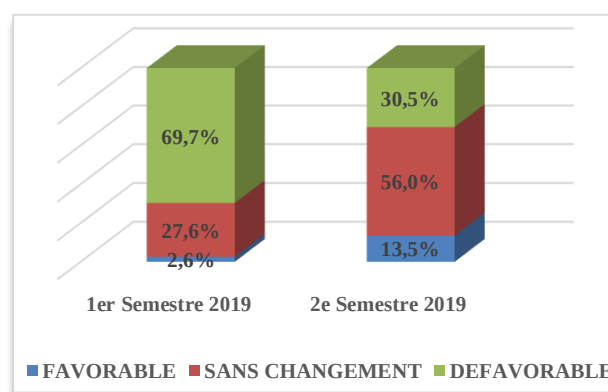
... principalement, du fait des difficultés de financement et du peu de visibilité sur l'avenir

Notons que, outre les difficultés de financement, (pour 54,2% des répondants), le peu de visibilité sur l'avenir (pour 29,3% des répondants) a été évoqué comme étant le frein principal à l'investissement.

Aucune perspective d'amélioration du climat des affaires au second semestre de 2019

Sans surprise, 69,7% des responsables d'entreprises interviewés ont affirmé que le climat des affaires leur a été défavorable au premier semestre de 2019. Et, comme l'indique le graphique 15, 56% des responsables n'envisagent aucun changement au second semestre de 2019.

Graphique 15 : Perception du climat des affaires par les chefs d'entreprises au premier semestre de 2019 et deuxième semestre de 2019 (perspectives)



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S1_2019

IV.2. ACTIVITES COMMERCIALES

Conjoncture morose

Dans les entreprises commerciales, le solde d'opinions sur l'évolution du chiffre d'affaires a s'est creusé par rapport à celui du deuxième semestre de 2018. Ils sont en effet plus nombreux

à estimer que leur chiffre d'affaires a baissé avec un solde d'opinion de 43,6, une baisse reflétant celle des commandes, qui ont reculé pour 54,5% des répondants, tel que l'indique le tableau 21.

Aussi, pour les responsables d'entreprises commerciales, les conditions d'approvisionnement en général ont été défavorables (solde d'opinion de 59,4%) ainsi que l'ont été celles d'importation (solde d'opinion de 15,9% pour les 65,5% d'entreprises importatrices), et les coûts d'exploitation ont eu tendance à se relever (solde d'opinion de 12,9%).

Dans le détail, les chefs d'entreprises commerciales pensent que les coûts de l'énergie (solde d'opinion de 39,4%) et des matières premières approvisionnées tant sur le marché extérieur que local (respectivement avec un solde d'opinion de 30,4% et de 28,4%) ont globalement augmenté.

Cependant, il est à noter que, compte tenu de la saison, le niveau des stocks a globalement baissé avec un solde d'opinion de 18,7%, de même que les prix de vente avec un solde d'opinion de 21% sur la période sous revue, quoique 50,4% des répondants déclarent que leurs prix seraient restés stables.

Relativement à l'emploi, 28,4% des répondants ont dit avoir licencié le personnel. 64,3% par contre ont maintenu leurs effectifs d'employés stables. Seuls 7,2% des chefs d'entreprises répondants ont affirmé avoir recruté le personnel. La masse salariale, elle, est restée stable dans 55,4% d'entreprises.

En outre, 25,2% des responsables d'entreprises commerciales déclarent avoir éprouvé des difficultés de recrutement surtout de personnels non-cadres (pour 61,9% des répondants).

Perspectives d'activité et d'emploi pour le deuxième semestre de 2019

Bon nombre de dirigeants d'entreprises commerciales anticipent une nette amélioration de l'activité au second semestre de 2019. Le solde d'opinion sur l'évolution du chiffre d'affaires gagnerait en effet 14,8 points pour s'établir à 28,8% pour la hausse. Celui sur la baisse des commandes gagnerait 24,6 points pour se situer à 26,6%.

Bien que les chefs d'entreprises commerciales ne prévoient pas de grands changements au second semestre de 2019, ils anticipent néanmoins une amélioration de leurs conditions d'approvisionnement. En effet, ils sont 20,6% à penser que les conditions d'approvisionnement seront mauvaises au second semestre de 2019 contre 61,2% qui les ont jugées mauvaises au premier semestre de 2019.

Concernant les prix de vente, les responsables prédisent une baisse de ceux-ci avec un solde d'opinion de 13%, tandis qu'avec un solde d'opinion de 9,1%, les entreprises de commerce envisagent de recruter, améliorant ainsi les perspectives d'embauche dans le secteur.

La situation financière est instable ...

Dans un contexte de constatations de coûts élevés des impôts (pour 24% des répondants), de ralentissement de l'activité (pour 21,3% des répondants), de difficultés d'obtention de crédit fournisseur (pour 13,5% des répondants), de difficultés de recouvrement (pour 12,6% des répondants) et de hausse des prix chez les fournisseurs (pour 11,3% des répondants), 65,1% des chefs d'entreprises commerciales interrogées éprouvent des difficultés de trésorerie.

La baisse des bénéfices aurait aggravé cette situation.

...Et Plus de la moitié des entreprises commerciales n'ont pas investi ...

Au premier semestre de 2019, 54,3% des entreprises commerciales n'ont pas investi. Si pour 33,7% des entreprises commerciales qui investissent les dépenses d'investissement ont augmenté, pour 33,8% par contre, ces dépenses ont baissé.

Les commerçants financent leurs investissements généralement sur fonds propres (pour 58,6% des répondants), par crédit bancaire (pour 23,6% des répondants), par crédit-bail (pour 9,5% des répondants) et en faisant recours aux tontines (pour 5,9% des répondants). Ils investissent généralement pour diversifier les activités (55,2%), pour accroître les capacités de production (23,2%) et pour pallier à l'obsolescence des équipements (14,4%).

... du fait des difficultés de financement et du peu de visibilité sur l'avenir

Cependant, plusieurs obstacles ont entravé l'investissement chez les commerçants. On relève entre autres, les difficultés de financement (51%), le peu de visibilité sur l'avenir (25,8%) et le fait d'avoir déjà assez investi (14,6%).

Perspectives du climat des affaires au second semestre 2019

Sur la Loi fiscale, tout comme sur le climat des affaires, l'opinion des chefs d'entreprises est défavorable : le solde d'opinion sur la première question est de 36%, et 61,8% des chefs d'entreprises commerciales estiment que le climat des affaires a été défavorable au premier semestre 2019 contre 1,9% qui l'ont trouvé favorable.

Ils anticipent cependant une amélioration dudit climat au second semestre de 2019, avec un regain de 50,5 points sur le solde d'opinion pour se situer à 9,4% pour la situation défavorable.

Tableau 21 : Opinion des chefs d'entreprises commerciales sur l'évolution de leurs activités

Opinions sur	Bilan au 30-06-2019 (en %)			Perspectives pour le 2 ^e Semestre 2019 (en %)		
	Bons (nes)	Stables	Mauvais (es)	Bons (nes)	Stables	Mauvais (es)
Conditions d'approvisionnement	1.8	37	61.2	2.7	76.7	20.6
Production	2.0	73.5	24.5	5.2	65.0	29.8
Stocks	33.2	52.3	14.5	39.4	53.0	7.6
Prix de vente	14.3	50.4	35.3	13.5	60.0	26.5
Chiffre d'affaires	9.7	37.0	53.3	13.2	44.8	42.0
Bénéfices	.9	52.9	46.2	10.6	41.5	47.9
Commandes	3.0	42.5	54.5	9.1	54.9	36.0
Emploi	7.2	64.3	28.4	23.6	61.6	14.8
Masse salariale	22.1	55.4	22.5	33.1	57.5	9.4
Délais de paiement	10.4	26.4	63.2	10.1	40.1	49.8
Délais de règlement	21.3	57.1	21.7	19.7	64.7	15.6

Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S1_2019

IV.3. ACTIVITES INDUSTRIELLES

Relâchement de l'activité et relative hausse de l'emploi

Avec un solde d'opinions de 15,6% ainsi qu'il ressort du tableau 22, dans l'industrie aurait baissé au premier semestre de 2019. Pour l'accroître, 55,2% des chefs d'entreprises industrielles pensent qu'il est nécessaire de recruter contre 42% qui estiment qu'il leur suffirait d'améliorer la productivité de leurs facteurs de production.

Dans cette perspective, 57,7% des chefs d'industries interviewés déclarent que leurs effectifs d'employés ont augmenté mais 42,1% parmi eux avouent rencontrer des difficultés pour recruter surtout les cadres (96,6%).

L'une des conséquences de cette hausse d'effectifs est que la masse salariale a augmenté dans 52,3% d'entreprises de ce secteur

augmentant ainsi les coûts du facteur travail et donc les coûts de production en général.

A ce sujet, la majorité des responsables interrogés notent que les coûts de production auraient eu tendance à augmenter au premier semestre de 2019 avec un solde d'opinion de 19,6%.

Ce renchérissement des coûts trouve également une explication dans les difficultés d'approvisionnement rencontrées par plus de la moitié des répondants (53.7%), dans un contexte d'augmentation des commandes (solde d'opinion de 36,2%).

Seul facteur atténuant, les stocks, qui auraient eu tendance à diminuer sur la période avec un solde d'opinion de 40,7%.

Aussi, 47,6% des responsables d'entreprises industrielles affirment que leur chiffre d'affaires a baissé au premier semestre de 2019, alors que le solde d'opinion de 21,9% indique une tendance baissière des prix de vente des produits.

Perspectives d'activité pour le deuxième semestre 2019

Pour le second semestre de 2019, les industriels ont anticipé une nette amélioration de l'activité. Les soldes d'opinions sur les hausses des bénéfices et du chiffre d'affaires gagneront respectivement 50,6 points et 50,1 points par rapport à ceux du premier semestre 2019 (resp -35% et -19,2% pour la hausse) pour se situer à 15,6% et 30,9% respectivement pour la hausse.

De même, ceux-ci prédisent-ils un raccourcissement des délais de paiement par les clients (regain de 31,4 points sur le solde d'opinion du semestre 1 de 2019).

Les prix de vente devraient aussi globalement augmenter au second semestre de 2019, le solde d'opinion en faveur d'une probable hausse les

chefs d'entreprises industrielles ayant gagné 14,5 points.

Quoique les entreprises souhaitent recruter, elles envisagent néanmoins, en droite ligne avec leurs objectifs de réduction des coûts, de réduire la masse salariale.

C'est aussi dans ce sillage que 70% des industriels souhaitent au second semestre une normalisation des conditions d'approvisionnement même si l'opinion sur la question reste défavorable avec un solde d'opinion de 25,3%.

Une situation financière pessimiste ...

Quasiment toutes les industries (97,1%) éprouvent des difficultés financières. Avec un solde d'opinion de 41,5%, la trésorerie de ces entreprises aurait été mauvaise au cours du premier semestre de 2019.

... résultant du ralentissement de l'activité et des difficultés de recouvrement

Cette dégradation de la conjoncture financière s'expliquerait essentiellement par le ralentissement de l'activité (pour 24,1% des répondants), les difficultés de recouvrement (pour 20,8% des répondants), l'insuffisance de la demande (pour 12,1% des répondants), la hausse des prix chez les fournisseurs (pour 12% des répondants) et les difficultés de crédit fournisseur (pour 10,5% des répondants).

Malgré les difficultés de financement ...

60% des chefs d'entreprises industrielles affirment avoir rencontré des difficultés pour financer leurs activités au premier semestre de l'année 2019.

... les chefs d'entreprises industrielles ont investi

Bien que les entreprises industrielles aient rencontré des difficultés de financement, 63% d'entre elles ont néanmoins pu investir au premier semestre 2019. Respectivement 60,1% et 32,5% de ceux-ci l'ont fait par autofinancement et par crédit bancaire.

Leurs investissements avaient pour objectifs : accroître leurs capacités de production (48,1%), pallier à l'obsolescence de leurs équipements (28,4%) et diversifier leurs activités (pour 23,3% des répondants).

Un climat des affaires molasse

80,4% des chefs d'entreprises industrielles déclarent que le climat des affaires a été défavorable au premier semestre de 2019 contre seulement 0,7% qui l'estiment propice.

Cependant, une entreprise sur quatre interrogées anticipe un climat des affaires défavorable au second semestre de 2019 contre 71,1% pour qui la situation restera sans changement.

Tableau 22 : Opinion des chefs d'entreprises industrielles sur l'évolution de leurs activités

Opinions sur	Bilan au 30-06-2019 (en %)			Perspectives pour le 2 ^e Semestre 2019 (en %)		
	Bons (nes)	Stables	Mauvais (es)	Bons (nes)	Stables	Mauvais (es)
Conditions d'approvisionnement	46.3		53.7	2.4	70.0	27.7
Production	24.2	36.1	39.7	20.1	33.0	46.9
Stocks	46.6	47.5	5.9	29.2	55.2	15.6
Prix de vente	11.2	55.7	33.1	24.4	43.7	31.8
Chiffre d'affaires	28.4	24.1	47.6	50.5	29.8	19.6
Bénéfices	12.8	39.4	47.8	24.7	66.1	9.2
Commandes	50.3	35.7	14.1	26.5	50.9	22.6
Emploi	57.7	20.8	21.5	32.9	65.8	1.3
Masse salariale	14.8	32.9	52.3	24.9	41.0	34.1
Délais de paiement	3.6	26.9	69.5	12.8	39.8	47.4
Délais de règlement	28.5	52.4	19.1	23.9	68.2	7.9

Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S1_2019

IV.4. ACTIVITES DES SERVICES

Conjoncture morose et stabilité de l'emploi

De même, constatent-ils une hausse globale des coûts de prestation (avec un solde d'opinion de 14,3%) pouvant être l'une des raisons de cet abrègement et des conditions d'approvisionnement particulièrement (avec un solde d'opinion de 51,4%) au premier semestre 2019.

Pour augmenter leurs prestations, les chefs d'entreprises du secteur des services estiment à 52,3% qu'il faut améliorer la productivité, tandis que 29,2% envisagent de recruter, et environ 18% pensent recourir à la sous-traitance.

Le niveau des stocks a, par ailleurs, globalement baissé selon les répondants, avec un solde d'opinion de 28,4%.

Pour 57,6% des répondants du secteur des services, le chiffre d'affaires a baissé au premier semestre de 2019, en lien avec les niveaux des commandes et des prix de vente inférieurs à la normale pour respectivement 72,4% et 49,8% des répondants du secteur.

Conséquemment à cette conjoncture morose, les responsables d'entreprises de services, déclarent avoir licencié le personnel avec un solde d'opinion de 28,7%. Pour 68,7% des répondants du secteur par contre, les effectifs d'employés ont été maintenus stables. Seuls 9,2% des répondants déclarent éprouver des difficultés de recrutement et ce pour les non-cadres (pour 65,1% des répondants).

Perspectives d'activités pour le deuxième semestre de 2019 en nette dégradation

Les dirigeants du secteur des services prédisent une situation quasi similaire à celle du premier semestre de 2019 tel que le présente le tableau 23. Ainsi, au second semestre de 2019, le niveau de production baisserait davantage avec un solde d'opinions de 58,5%.

Les prix se stabiliseraient davantage pour 62,5% des répondants. Si 64,9% souhaitent maintenir leurs effectifs d'employés stables, ils sont 15,3% qui veulent recruter.

Avec un solde d'opinion de 55,3%, les commandes poursuivraient dans leur tendance baissière au cours du deuxième semestre de 2019, de même que l'évolution du chiffre d'affaires baisserait avec un solde d'opinions de 32,4%.

Les conditions d'approvisionnement continueraient d'être difficiles (avec un solde d'opinions de 18,6%) au deuxième de semestre 2019.

Une situation financière difficile ...

Une entreprise sur deux rencontrées dans le secteur des services éprouve des difficultés financières. La trésorerie a d'ailleurs été mauvaise avec un solde d'opinions de 31,6% au premier semestre de 2019.

... découlant du ralentissement de l'activité et des difficultés de recouvrement

La mauvaise conjoncture s'explique essentiellement par le ralentissement de l'activité (pour 34% des répondants), par les difficultés de recouvrement (pour 20,5% des répondants), par l'insuffisance de la demande (pour 15,1% des répondants), et par les impôts (pour 11,4% des répondants). Aussi, la baisse des bénéfices avec un solde d'opinions de 55,3% aurait également contribué à cette situation.

Une entreprise sur deux a investi...

Au premier semestre de 2019, 47,4% des entreprises du secteur des services n'ont pas investi. Si 29,5% des répondants qui investissent estiment que leurs dépenses d'investissement ont augmentées, 41,7% par contre déclarent que celles-ci ont diminué. Pour investir, les responsables d'entreprises du secteur des services le font par autofinancement (pour 65,4% des répondants), par crédit-bail (pour 20,5% des répondants) et par crédit bancaire (pour 12,3% des répondants). Ils investissent généralement pour pallier à l'obsolescence de leurs équipements (pour 49,5% des répondants), pour diversifier leurs activités (pour 34% des répondants) et pour accroître leurs capacités de production (pour 16% des répondants).

... malgré le peu de visibilité sur l'avenir et les difficultés de financement

Des obstacles entravant l'investissement ont été dénombrés par les responsables d'entreprises du secteur des services. Il s'agit essentiellement du peu de visibilité sur l'avenir (pour 51,5% des répondants) et des difficultés de financement (pour 42,4% des répondants).

Perspectives d'amélioration du climat des affaires

Les chefs d'entreprises du secteur déclarent avec un solde d'opinions de 71,6% que le climat des affaires a été défavorable au premier semestre de 2019. Ils sont plus de 61% qui anticipent qu'il n'y aura aucun changement du climat des affaires au deuxième semestre de 2019.

Tableau 23 : Opinion des chefs d'entreprises des services sur l'évolution de leurs activités

Opinions sur	Bilan au 30-06-2019 (en %)			Perspectives pour le 2 ^e Semestre 2019 (en %)		
	Bons (nes)	Stables	Mauvais (es)	Bons (nes)	Stables	Mauvais (es)
Conditions d'approvisionnement	2.5	43.6	53.9	2.9	75.6	21.5
Production	15.1	31.1	53.8	4.5	32.5	63.0
Stocks	48.1	32.2	19.7	42.7	49.1	8.2
Prix de vente	4.1	46.1	49.8	3.5	62.5	34.0
Chiffre d'affaires	21.9	20.5	57.6	16.6	34.3	49.0
Bénéfices	12.2	20.3	67.5	25.6	24.8	49.6
Commandes	14.4	13.1	72.4	3.4	37.9	58.7
Emploi	1.3	68.7	30.0	15.3	64.9	19.8
Masse salariale	10.4	77.4	12.2	9.0	60.8	30.2
Délais de paiement	8.3	20.6	71.0	7.2	37.3	55.6
Délais de règlement	30.8	26.0	43.2	8.2	45.9	45.9

Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture SI_2019

IV.5. ACTIVITE DANS L'ARTISANAT

Relâchement de l'activité

L'une des conséquences de cette situation est qu'au premier semestre de 2019, la production artisanale s'est dégradée avec un solde d'opinion de 55,4% comme l'affirment les répondants artisans. Le niveau des stocks quant à lui, est resté globalement stable.

Pour améliorer la production, 66,4% des artisans pensent qu'il faut améliorer la productivité contre 24,5% qui estiment qu'il faut recruter et environ 9% qui songent à recourir à la sous-traitance.

Le solde d'opinion sur l'évolution du chiffre d'affaires continue de perdre des points (33,1 points par rapport au deuxième semestre de 2018) et se situe à 65,6% pour la baisse au premier semestre de 2019. Cette baisse du chiffre d'affaires s'expliquerait selon les artisans par la baisse du niveau des commandes (avec un solde d'opinion de 18,3%) d'une part et par la baisse

des prix de vente (avec un solde d'opinion de 14,4%) d'autre part.

Entraînées par cette dynamique, les embauches ont diminué. Si 24,4% des artisans affirment avoir recruté du personnel, 46,1% par contre déclarent en avoir licencié. 60,5% des dirigeants du secteur artisanal déclarent éprouver des difficultés de recrutement et surtout pour les non-cadres (98,8%).

Perspectives d'activité pour le deuxième semestre 2019

Plusieurs artisans ont anticipé une relative amélioration de l'activité au deuxième semestre de 2019 ainsi qu'il ressort du tableau. Le solde d'opinion sur l'évolution du chiffre d'affaires gagnerait 27,2 points en glissement semestriel pour se fixer à 38,4% pour la baisse au deuxième semestre de 2019.

En outre, la production baisserait avec un solde d'opinion de 42,3% (soit un regain de 13,1 points pour la hausse comparativement au premier semestre de 2019). Par contre, les artisans prédisent un prolongement de la baisse du niveau de commandes pour atteindre le solde d'opinions de 32,5% au second semestre de 2019.

Concernant les prix, l'opinion sur la baisse gagnerait 7,6 points par rapport au premier semestre de 2019 pour se situer à 6,8%.

Les embauches devraient par contre se stabiliser au second semestre de 2019. Ils sont 74,8% des artisans qui pensent laisser leurs effectifs d'employés stable contre 8% qui les diminueraient et environ 17% qui recruteraient au deuxième semestre de 2019.

Une situation financière sévère ...

Quatre entreprises artisanales sur cinq rencontrées éprouvent des difficultés financières. Avec un

solde d'opinions de 60,8%, la trésorerie a été mauvaise au premier semestre de 2019.

Une situation financière sévère ...

Quatre entreprises artisanales sur cinq entreprises rencontrées éprouvent des difficultés financières. Avec un solde d'opinions de 60,8%, la trésorerie a été mauvaise au premier semestre de 2019.

... du fait du ralentissement de l'activité et de l'insuffisance de la demande

Les tensions de trésorerie s'expliquent essentiellement par le ralentissement de l'activité (pour 24,7% des répondants), par l'insuffisance de la demande (pour 20,3% des répondants), par la hausse des prix chez les fournisseurs (pour 13,8% des répondants), par les difficultés de recouvrement (pour 11,6% des répondants) et par les impôts (pour 11,5% des répondants). Aussi par les bénéfices qui auraient baissés avec un solde d'opinions de 53%.

L'investissement préoccupe les acteurs du secteur...

31,7% des artisans n'ont pas investi au premier semestre de 2019. Si 38,2% des responsables qui investissent, estiment que leurs dépenses d'investissement ont augmenté, 28,8% par contre déclarent que ces dépenses ont diminué sur la période sous-revue. Pour investir, les artisans le font pour la plupart par autofinancement (pour 78,5% des répondants) et par crédit bancaire (pour 18,9% des répondants). Ils investissent généralement pour accroître les capacités de production (pour 49,9% de répondants) et pour pallier à l'obsolescence des équipements (pour 40,9% des répondants).

... qui sont malheureusement freinés par les difficultés de financement

Plusieurs freins à l'investissement ont été dénoncés par les artisans. Il s'agit essentiellement

des difficultés de financement (pour 60,9% des répondants) et du peu de visibilité sur l'avenir (pour 26,9% des répondants).

Climat des affaires

Les chefs d'entreprises artisanales déclarent avec un solde d'opinions de 11,2% que le climat des affaires a été défavorable au premier semestre de 2019. Ils sont 22,4% qui anticipent une amélioration de celui-ci au deuxième semestre de 2019 contre 28,2% qui en entrevoient une détérioration.

Tableau 24 : Opinion des chefs d'entreprises artisanales sur l'évolution leurs activités

Opinions sur	Bilan au 30-06-2019 (en %)			Perspectives pour le 2 ^e Semestre 2019 (en %)		
	Bons (nes)	Stables	Mauvais (es)	Bons (nes)	Stables	Mauvais (es)
Conditions d'approvisionnement	4.5	43.0	52.5	2.8	57.9	39.3
Production	13.2	18.1	68.6	15.3	27.2	57.6
Stocks	38.9	27.9	33.2	26.7	41.4	31.9
Prix de vente	11.3	63.0	25.7	19.2	54.8	26.0
Chiffre d'affaires	9.8	14.7	75.4	14.7	32.2	53.1
Bénéfices	12.1	22.7	65.1	23.4	16.8	59.9
Commandes	30.6	20.5	48.9	14.3	38.9	46.8
Emploi	24.4	29.5	46.1	17.2	74.8	8.0
Masse salariale	21.4	53.9	24.7	43.0	33.7	23.3
Délais de paiement	16.0	30.8	53.1	22.3	42.6	35.1
Délais de règlement	30.4	34.9	34.7	29.7	27.5	42.8

Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S1_2019

En guise de conclusion

Globalement, l'activité au premier semestre de 2019 n'a pas été bonne. Dans l'ensemble, le climat des affaires a été défavorable à l'activité des acteurs des différents secteurs. Toutefois, les opérateurs économiques anticipent une situation nettement meilleure au second semestre de 2019.

Par ailleurs, les embauches n'ont pas été très dynamiques. Les chiffres d'affaires ont globalement baissé. La plupart des chefs

d'entreprises jugent les conditions financières de difficiles. Les tensions de trésorerie sont imputables au ralentissement de l'activité, à la hausse des prix chez les fournisseurs,

l'insuffisance de la demande, la baisse des bénéfices et le rallongement des délais de paiement. La Loi de Finances de 2019 est taxée de défavorable pour la plupart des entreprises.



NOTE DE CONJONCTURE

Contacts :

Direction des Etudes et de l'Information Economique
Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du
Cameroun

B.P. 4011 Douala

Tél : 233 42 67 87/ 233 42 98 81

Fax : 233 42 55 96 Email : siege@ccima.cm / deie.ccima@yahoo.com

Site Web: www.ccima.cm